

Evaluation finale du projet

**« YPS en pratique :
Auto-analyse et renforcement du leadership des jeunes
dans la prévention de la violence politique
en Côte d'Ivoire »**

Projet mis en œuvre par Interpeace et Indigo

Novembre 2021

Florence Ferrari

Sommaire

Acronymes.....	3
Résumé.....	4
I. Introduction et contexte	10
1. Présentation du projet	10
2. Objectifs de l'évaluation	12
II. Méthodologie.....	12
III. Principales conclusions	15
1. Pertinence	15
2. Efficacité.....	18
3. Efficience	25
4. Impact.....	28
5. Durabilité.....	37
6. Cohérence	38
7. Questions transversales	39
IV. Évaluation globale	41
V. Défis.....	43
VI. Leçons apprises et pistes de réflexions.....	44
VII. Recommandations pour l'amélioration	46
Annexes :	47

Acronymes

AFEECOCI : Association des femmes et épouses émancipées de conducteurs de Côte d'Ivoire

AJUB : Association des Jeunes Unis de Belleville

AJFA : Association des jeunes filles d'Agbekoi

ASIE : African Stop Immigration by Entrepreneuriat

GCCI : Génération consciente de CI

JUD : Jeunesse Unie pour le Développement

MEPAS : Mécanisme Participatif-pilote de Soutien technique et financier

PACOP : Programme d'Appui à la Consolidation de la Paix

PBF : Peacebuilding Fund – Fonds Des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix

RAP : Recherche Action Participative

YIPE: Young Ivoirians Promoters of English

Résumé

Introduction et contexte

Interpeace et Indigo ont mis en œuvre un projet de 21 mois financé par le PBF qui a pris fin en septembre 2021¹. Ce projet appelé « YPS en pratique » visait à renforcer le rôle des jeunes dans la prévention de la violence politique. » Afin d'atteindre cet objectif le projet a identifié et soutenu une dizaine d'initiatives communautaires,² les a formés et accompagnés à la réalisation d'une recherche action participative et au développement et la mise en œuvre d'un mini projet. Le projet avait ensuite prévu de partager les leçons apprises de ces expériences et inciter les acteurs cibles de plaider à adopter ces leçons apprises.

Ce rapport d'évaluation finale du projet YPS présente les résultats atteints par le projet, l'efficacité de l'approche méthodologique, les leçons apprises et les recommandations.

Méthodologie

L'évaluation a été menée sur base de la revue de la documentation disponible et de la récolte de données qualitatives, à travers des entretiens et des groupes de discussion menés avec toutes les parties prenantes au projet : les deux organisations de mise en œuvre Interpeace et Indigo, le bailleur PBF et le Ministère de tutelle du projet étant le ministère de promotion de la jeunesse, les initiatives accompagnées (AFECOCCI, AJUB, AJFA, ASIE, GCCI, JUD, YIPE, Femme Progrès et Tchele Woye), les mentors du projet, et différents groupes de population vivant dans les quartiers de mise en œuvre du projet.

Principales conclusions

Pertinence - *Le projet a été pertinent selon l'avis de toutes les parties prenantes au vu du contexte de violences politiques connues avant, pendant et après les élections de 2011 et de la crainte que de tels événements se reproduisent lors des élections de 2021. . Le projet est également en ligne avec le document programmatique national PACOP et avec les expertises d'Interpeace et Indigo. Chacune des cinq principales stratégies était aussi adaptée aux objectifs préfixés : la sélection et formation des jeunes; l'auto-analyse par les jeunes à travers la recherche-action participative; l'accompagnement des initiatives des jeunes ; la mise en place d'un Mécanisme Participatif pilote de Soutien technique et financier (MEPAS) et enfin la communication et le portage politique.*

¹ Date de début : 11 décembre 2019, date de fin initiale : 10 juin 2021, date de fin après extension sans coût : 10 septembre 2021

² Dans le cadre du projet « YPS en pratique », le terme initiative désigne les associations et les regroupements informels de personnes qui s'engagent pour mener des actions au profit de leurs communautés. Les 8 initiatives sélectionnées comprenaient deux ONG locales d'autonomisation des femmes, trois mouvements de jeunesse de quartier agissant pour le rapprochement communautaire à travers des actions de salubrité, des événements sportifs et des dons à la communauté, une tontine féminine et deux associations d'élèves – une traitant de sujets de cohésion sociale à travers la promotion de l'anglais et l'autre pratiquant l'art thérapie envers les auteurs et victimes de violence. Ces 7 initiatives et les deux autres sélectionnées par la suite par le Mécanisme Participatif de Soutien technique et financier (MEPAS) sont présentées dans une brochure (téléchargeable [ici](#)). Les jeunes leaders de ces initiatives participant au projet avaient tous moins de 35 ans et la moitié avait moins de 25 ans. La moitié des participants étaient des jeunes femmes. Le niveau d'éducation était varié, comme l'explique le reste du rapport.

Efficacité - YPS en pratique a clairement porté des effets sur les personnes ayant directement été impliquées dans sa mise en œuvre, à savoir les 35 jeunes formés et les 7 mentors. La majorité atteste de nouvelles connaissances, et compétences acquises grâce aux formations et aux mises en pratique. Il s'agit par exemple du développement de l'esprit critique, qui permet de renforcer la capacité à identifier, comprendre et analyser les problèmes, et en particulier ceux liés à la violence politique. S'est également opérée une prise de conscience de la subjectivité de chacun et de la nécessité de développer l'écoute afin de comprendre et résoudre les problèmes ce qui, juxtaposé à l'appropriation d'outils et techniques spécifiques, conduit à une meilleure capacité à mener des processus inclusifs et participatifs et à faciliter des discussions publiques visant à la recherche de solutions à des problèmes locaux. De plus les compétences en lien avec le développement et la gestion de projet, ainsi qu'en communication et usage des nouvelles technologies ont été renforcées. Tout cela a résulté en une plus grande confiance de ces personnes en elles-mêmes et en une plus grande légitimité leur reconnue par les membres de la communauté, y compris les leaders communautaires.

Le renforcement de ces capacités au niveau des initiatives dans leur ensemble, au-delà des personnes formées, est plus aléatoire et dépend de la façon dont chaque initiative a géré les dynamiques de restitution en interne. Par restitution interne il est entendu les mécanismes que chaque initiative a mis en place, ou pas, pour que les personnes recevant des nouvelles connaissances et acquérant des nouvelles compétences, les partagent avec les autres membres. Pour deux initiatives cela est évident, pour les autres moins. Toutefois elles ont toutes mené des activités, à travers leur plan d'action, ayant facilité les rencontres et les discussions entre des groupes qui avaient ou ont connu des tensions. Pour certains il s'agissait de fractures liées à la religion, pour d'autres liés à des secteurs géographiques, d'autres encore sur base des communautés ethniques, ou sur base de l'opposition jeunes /aînés sociaux.

Les résultats produits au niveau de la communauté, parmi les personnes ayant participé à certaines des activités sont individuels et difficilement visibles de façon systémique. Certaines personnes ont réduit leur méfiance vis-à-vis de l'autre (AJFA), d'autres ont appris à analyser la véracité d'une information (YIPE), etc. Ces aspects sont développés dans la partie sur l'impact.

Le niveau le plus difficile à identifier en termes de résultats au moment de l'évaluation est celui de l'engagement politique. Le projet a développé une stratégie d'engagement politique, mais celle-ci s'est concrétisée surtout vers la fin et a été limitée par une réactivité limitée des autorités, surtout au niveau communal. Concrètement l'implication des autorités pendant la mise en œuvre du projet a été limitée, en partie parce que cette implication aurait pu être plus activement recherchée par le projet, mais aussi et surtout car il n'y a pas eu de réponse ou intérêt évident de la part des autorités elles-mêmes. Cela n'a absolument pas empêché la réalisation du projet en tant que tel mais peut en limiter la durabilité et l'impact. Il était probablement possible de prévoir que mobiliser les autorités communales des plus grandes communes d'Abidjan ne serait pas facile, mais cette difficulté a pu être sous-estimée. Ce problème aurait peut-être pu être réduit avec une stratégie d'engagement politique plus précoce, plus massive, multipliant les points d'entrées et comprenant une mobilisation accrue aussi de la part des partenaires techniques et financiers, etc. Il est toutefois également nécessaire de se demander si l'engagement politique doit être aussi difficilement poursuivi par les ONG et s'il ne devrait pas être un peu plus automatique et naturel de la part des autorités.

Différents facteurs ont contribué à l'atteinte des résultats, dont les principaux sont l'approche développée par Indigo et Interpeace et la façon d'interagir avec les acteurs, empreinte d'écoute, simplicité et appui. Parmi les facteurs ayant freiné cette atteinte se trouvent notamment l'épidémie Covid 19, le contexte électoral et un temps d'accompagnement des initiatives quelque peu limité.

Efficience - *L'ensemble des ressources utilisées a contribué à la réussite du projet. Celle ayant parfois fait défaut est la ressource temps : temps d'accompagnement des initiatives mais aussi calendrier des activités prévu suffisamment à l'avance pour faciliter la disponibilité de tout le monde. Le partenariat Interpeace-Indigo est basée sur une relation de confiance et d'estime réciproque qui permet aussi à chacun de donner le mieux de ses capacités. Etant donné la difficulté de l'engagement politique, ce partenariat pourrait être retravaillé et approfondi sur ce point afin d'améliorer cette stratégie. Les défis rencontrés pendant le projet ont été dans leur ensemble habilement identifiés et surmontés par les équipes.*

Impact - *Les personnes formées dans le cadre du projet ont, pour la plupart et dans une certaine mesure, acquis la capacité d'avoir une vision plus stratégique et donc de proposer des activités qui touchent plus précisément et plus profondément à la cohésion sociale qu'elles ne le faisaient auparavant, ne serait-ce que par la façon dont elles ont été mises en œuvre. Par exemple le cas des matchs de foot, organisés par la JUB et l'AJUD. Si auparavant ces initiatives organisaient des matchs de foot en mettant n face à face les deux équipes en tension, cette fois-ci ils ont composé chacune des équipes avec en mélangeant les deux camps. Ou YIPE qui crée une brigade d'identification et analyse des potentielles fake news. Ces activités ont bien un impact de renforcement de la cohésion sociale et de réduction des tensions et méfiances, dont il faut toutefois nuancer la portée au vu du nombre de personnes touchées et de la brève durée des activités réalisées. L'impact en termes de prévention de la violence politique est à considérer comme plus éloigné, dans la mesure où accroître la cohésion sociale contribue probablement à prévenir la violence politique, mais à un degré limité et pour l'instant cela reste de l'ordre de l'hypothétique. La théorie de changement du projet apparaît sensée, au détail près qu'elle considère acquise la volonté politique des autorités de soutenir activement l'implication des jeunes dans la paix et la sécurité, alors que cela apparaît plus de l'ordre de l'hypothèse. Cette hypothèse n'étant pas vérifiée, ce pilier d'engagement politique paraît être le maillon le plus faible.*

Durabilité – *La durabilité matérielle étant difficile à apprécier aussi peu de temps après la fin du projet, ce sont davantage les facteurs de durabilité qui peuvent être observés. En termes d'apprentissage ou changement individuel, il est très probable que ce qui a été appris demeure car les connaissances et les compétences acquises et mises en œuvre ont été appréciées et vont donc continuer à être utilisées. En revanche au niveau des changements organisationnels, cela dépend des initiatives, des modalités de restitution interne adoptées, et de la stabilité des membres formés. Pour certaines structures cette durabilité peut-être raisonnablement supposée (YIPE, Tchele Woye), pour d'autres elle apparaît plus incertaine, mais ne peut pas être exclue.*

Cohérence – *Le projet YPS a été développé et mis en œuvre en ligne avec les autres programmations d'Interpeace, Indigo et du PBF. Les informations ont circulé, sans que ne semble se développer l'absence d'une collaboration accrue.*

Questions transversales – *L'intégration du projet des critères de genre et d'âge était forte, étant donné que les jeunes de moins de 35 ans, voir dans certains cas les très jeunes de moins de 25 ans*

ainsi que les femmes et les filles ont constitué les principaux groupes cibles du projet et cela est très visible. Que ce soit en quantité mais surtout en qualité la participation des jeunes et des femmes a été accrue. Ils et elles ont acquis davantage de capacités (analytiques et d'action) et de confiance en eux, et cela leur est reconnu par une majeure légitimité et crédibilité de la part de la population. Lors des échanges à Agbekoi, le quartier où AJFA est active, les leaders religieux ont témoigné de leur considération vis-à-vis des jeunes filles ; de même que à Bocabo, l'importance accordée par le président des jeunes à un des membres les plus actifs de l'initiative GCCI était remarquable ; à Tchele Woye des jeunes hommes ont rapporté leur admiration et reconnaissance pour les jeunes filles de Tchele Woye qui leur ont appris à comment mieux comprendre et écouter les problèmes liés à la violence politique. Il ne fait également aucun doute que les mesures prises et les résultats atteints en termes d'intégration des catégories vulnérables et marginalisées sont concrètes, dans la mesure où les membres des initiatives formés font partie des couches socio économiquement défavorisées. Enfin l'approche utilisée, l'attention d'Indigo et d'Interpeace et l'outil de la RAP sont toutes des modalités de respect du principe de « do no harm ».

Évaluation globale

L'ingénierie développée et mise en place par le projet à travers les différentes stratégies adoptées est originale, innovante et courageuse et constitue le principal facteur de succès du projet. Le lien entre le travail de cohésion sociale menée par les initiatives et l'objectif de prévention de la violence politique existe mais l'effet du premier sur le second est limité car la violence politique relève d'une multitude de dynamiques complexes, dépassant le niveau de mise en œuvre du projet. , Le fait d'avoir mené une RAP conjointe sur les dynamiques de mobilisation autour de la violence politique garantit qu'au moins au niveau de la compréhension de la problématique, des avancées ont été menées

Défis

Plusieurs défis subsistent dont le principal est l'existence et la mise en pratique d'un réel engagement politique au niveau national et surtout communal. Le second en ordre d'importance est la difficulté à engranger ou monter à l'échelle entre les capacités renforcées au niveau individuel et l'appropriation attendue au niveau organisationnel.

Meilleures pratiques et enseignements tirés

La première pratique intéressante à relever est le choix qui est au cœur même du projet, à savoir celui de mettre les jeunes, et surtout les très jeunes de moins de 25 ans, et les femmes, au centre de l'approche et au volant des décisions, en tant qu'acteurs protagonistes. Ils sont ainsi formés et accompagnés à réaliser ce qui leur apparaît à eux comme prioritaire dans leur quartier, loin la vision souvent caricaturale de ces catégories qui cantonne les femmes à la qualité de victimes et les jeunes hommes à celle de bourreau. Cette responsabilisation directe des jeunes a probablement accéléré et renforcé leur apprentissage.

L'idée de mettre en place le MEPAS et de nommer des mentors a porté ses fruits et est une stratégie qui mérite d'être utilisée dans le futur. La principale question à réfléchir est de voir si l'implication des personnes à influence négative doit être faite selon la même stratégie que celle à influence positive, tel que cela a été fait dans le cadre de ce projet.

Le choix de cibler des initiatives préexistantes, de niveau communautaire (micro) et fonctionnant sans appui externe est très pertinent au vu de l'objectif de renforcer de façon durable

l'engagement citoyen des acteurs locaux pour la paix, la cohésion sociale, et contre la violence politique.

La démarche d'associer à chaque fois l'apprentissage théorique à la mise en pratique, que ce soit pour la RAP et pour la gestion de projet a porté ses fruits, d'autant plus au vu du public cible.

L'utilisation des support photos et vidéo, des médias et des réseaux sociaux, que ce soit par Interpeace, Indigo ou les initiatives elles-mêmes a été appréciée. Les formations à l'utilisation de ces supports en faveur des initiatives ont porté leurs fruits et semblent être une stratégie adaptée à les faire connaître davantage.

Recommandations pour l'amélioration

Etat ivoirien, autorités locales et nationales

1. *Accroître son engagement au quotidien dans la mise en œuvre des projets. Nommer des personnes au sein des ministères et des communes comme points focaux pour le projet, garantissant leur participation au nom de l'Etat, mettant en œuvre les engagements pris, suivant l'avancement des travaux et assurant une communication fluide entre les hautes autorités (Ministre, maire etc.) et l'équipe du projet.*

Bailleur

2. *Accroître l'effort de sollicitation et suivi de l'engagement concret et quotidien de l'Etat en faveur de l'implication des jeunes dans la consolidation de la paix et de la sécurité.*
3. *Réfléchir à des mécanismes concrets et pratiques permettant de suivre la réalisation des engagements de la part de l'Etat.*
4. *Encourager une mise en œuvre de projets qui favorise un rôle central des acteurs nationaux : ONG nationales et initiatives communautaires, par rapport à une mise en œuvre directe par des agences des Nations Unies ou des ONG internationales.*

Interpeace et Indigo

5. *Porter à la discussion avec le PBF et les autres bailleurs la question de l'engagement politique réel et concret au plus haut niveau et définir des stratégies communes et spécifiques afin de stimuler cet engagement.*
6. *Développer dès le début de la mise en œuvre du projet une stratégie solide d'engagement politique, incluant une participation active et régulière de la part des autorités locales.*
7. *Cibler précisément les autorités et les acteurs devant être sollicités : au sein des mairies, au sein des quartiers, au sein des association/fédération des jeunes.*
8. *Maintenir la figure du mentor, mais considérer l'adoption d'une stratégie spécifique vis-à-vis des mentors à influence négative.*
9. *Renforcer les capacités des Organisations dans la réalisation de restitutions et en assurer un suivi. « Comment organiser une bonne séance de restitution » pourrait être la dernière séance des formations, et les premières séances de formations pourraient être suivies par Indigo afin de faire un coaching qualité.*
10. *Prévoir davantage de temps d'accompagnement des initiatives, et notamment pour le développement et la mise en œuvre de plans d'action spécifiques.*
11. *S'efforcer de planifier les calendriers des activités bien en avance, surtout les grandes activités impliquant la disponibilité de nombreux acteurs (mentors et initiatives), afin de*

maximiser les chances de participation. Communiquer rapidement ce calendrier aux acteurs concernés.

- 12. Réfléchir encore davantage et prendre les précautions nécessaires sur la question du facteurs argent et de son influence sur les esprits, afin d'en réduire les effets négatifs.*
- 13. (Indigo) Soutenir lorsque nécessaire en dernier recours le travail d'engagement des aînés sociaux confié aux acteurs locaux (initiatives, mentors).*

I. Introduction et contexte

Interpeace et Indigo Côte d'Ivoire travaillent à la consolidation de la paix et de la cohésion sociale en Côte d'Ivoire depuis de nombreuses années. En effet, si depuis la fin de la crise sociopolitique en 2011 la situation en Côte d'Ivoire est stable, la situation sociopolitique reste fragile et des tensions entre communautés perdurent dans certaines zones, et notamment à l'ouest du pays et dans certains quartiers de la capitale. Les différences de communauté ethnique, de religion et d'origine géographique s'enchevêtrent et ont été utilisées pour créer deux camps distincts qui se sont opposés lors des rendez-vous électoraux. D'un côté l'ancien président Laurent Gbagbo, originaire d'une famille bété de l'ouest du pays, chrétien, et de l'autre côté l'ancien premier ministre devenu président, Alassane Ouattara, musulman d'ethnie mandingue originaire du nord du pays. La fracture qui a été créée entre chacun des deux camps a été creusée par la violence exercée par l'un contre l'autre, et par le fait que ces événements n'ont pas été traités collectivement ensuite afin de construire une base commune solide et partagée pour la paix et le développement. Enfin, une très forte perception de corruption, favoritisme et clientélisme de la population envers la classe politique alimente une méfiance et désillusion constantes vis-à-vis de l'Etat. Pour accompagner le départ en 2017 de l'opération de maintien de la paix menée par l'ONU et l'OTAN (ONUCI), le Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix (PBSO) finance des projets dans le cadre d'un Programme d'Appui à la Consolidation de la Paix (PACOP). C'est dans le cadre de ce programme et en prévision des élections organisées en 2020 que Interpeace et Indigo ont décidé de s'investir auprès de la jeunesse afin de l'aider à réduire elle-même les risques d'être manipulée, en s'inscrivant dans l'approche de l'agenda « *Jeunes, Paix et Sécurité (YPS)* » de l'ONU.

Ce rapport présente les résultats ressortis de l'évaluation selon le plan suivant : Introduction et contexte (I) ; Méthodologie (II) ; Principales conclusions, réparties selon les sept catégories de questions d'évaluation (III) ; Evaluation globale (IV) ; Défis (V) ; Bonnes pratiques et leçons apprises (VI) et Recommandations (VII).

1. Présentation du projet

En décembre 2019 les deux organisations ont lancé la mise en œuvre d'un projet dénommé « *YPS en pratique : Auto-analyse et renforcement du leadership des jeunes dans la prévention de la violence politique en Côte d'Ivoire* », d'une durée de 21 mois et ayant donc pris fin en septembre 2021. Ce projet est financé par le Fonds des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (UN PBF) à hauteur de 509 466€.

Ce projet visait, comme l'indique le titre, à accroître le rôle des jeunes dans la prévention de la violence politique. Sa particularité est l'approche développée qui met les jeunes au centre de l'action et les rend donc pleinement acteurs, dépassant ainsi les rôles traditionnels dans lesquels cette catégorie est souvent cantonnée, étant ceux de victime, bourreau ou bénéficiaire.

Encadré 1 : Les objectifs du projet

Objectif Global : Améliorer la participation des jeunes en tant qu'acteurs et leaders dans la consolidation de la paix, en renforçant leurs capacités d'analyse et d'action en matière de prévention de la violence politique en Côte d'Ivoire.

Résultats attendus du projet :

1. Les jeunes leaders sont capables de mener eux-mêmes une analyse critique de la participation de la jeunesse à la violence politique et à la consolidation de la paix.
2. Les initiatives des jeunes ciblées en prévention de la violence sont plus stratégiques, inclusives, synergiques et impactantes.
3. Les jeunes leaders et les décideurs politiques nationaux et internationaux savent mieux comment optimiser l'implication de la jeunesse et leur collaboration sur les questions YPS

Afin de faciliter la compréhension de cette évaluation, il est présenté ici un court rappel des activités principales du projet.

Encadré 2 : Les principales stratégies/activités du projet

1. La **cartographie** dans plusieurs quartiers de deux communes sensibles d'Abidjan, Abobo et Yopougon, d'initiatives contribuant à renforcer la cohésion sociale et/ou à prévenir la violence politique. Parmi celles identifiées, sept d'entre elles ont été sélectionnées. Cinq jeunes par initiative ont ensuite été formés, et accompagnés par sept mentors.
2. La **formation, le coaching et l'accompagnement de ces jeunes leaders** dans l'utilisation de la recherche-action participative (RAP), des compétences de programmation et de leadership, en vue d'améliorer l'impact de leurs initiatives.
3. La **mise en place d'un Mécanisme Participatif-pilote de Soutien technique et financier (MEPAS)** où les jeunes leaders sont en mesure de sélectionner, financer et accompagner d'autres initiatives de jeunes, ainsi que les leurs, dans leur quartier pour générer un changement positif.
4. La **diffusion par les jeunes leaders de messages** sur leur impact positif, par le biais de divers canaux médiatiques et directement auprès des autorités locales, des ministères et des organisations internationales (notamment les agences des Nations unies) actives dans le domaine de la jeunesse et de la cohésion sociale.
5. La **documentation et la dissémination des résultats**, des bonnes pratiques et des leçons apprises du projet afin d'informer les acteurs nationaux et internationaux sur le rôle positif joué par les jeunes dans la réduction de la violence et la cohésion sociale, et sur la manière de rendre l'agenda YPS opérationnel en mettant véritablement les jeunes aux commandes des processus de paix et sécurité.

2. Objectifs de l'évaluation

Les objectifs assignés à cette évaluation sont les suivants :

1. Apprécier les résultats et les effets atteints par le projet, en se référant au cadre logique en termes d'impact réel sur :
 - la capacité des jeunes ciblés à être acteurs de paix ;
 - la capacité des jeunes non-ciblés à être acteurs de paix et à ne pas être mobilisés pour des violences politiques ;
 - l'égalité des genres, l'autonomisation des femmes et des plus jeunes ;
 - la violence politique et la cohésion sociale dans les communes d'Abobo et Yopougon ;
 - la prise en compte de l'agenda Jeunes, Paix et Sécurité par les décideurs nationaux et internationaux actifs dans le domaine de la paix ;
2. Apprécier l'efficacité de l'approche méthodologique
3. Identifier les bonnes pratiques et formuler des recommandations

Afin de répondre à ces objectifs une méthodologie de recherche, collecte et analyse des données a été développée.

II. Méthodologie

L'évaluation finale de ce projet a été réalisée sur base d'une large exploitation documentaire et sur la récolte de données qualitatives. Les questions de l'évaluation indiquées dans les TDR étaient nombreuses, détaillées et variées, voir quelques fois répétitives. Elles étaient constituées en sept catégories : pertinence, efficacité, efficience, impact, durabilité, cohérence et questions transversales. Les objectifs de l'évaluation et les questions d'évaluation sont celles qui ont déterminé la structure de la méthodologie, du type de données à récolter, au mode de récolte en terminant par les analyses.

La méthodologie initiative a été développée par la consultante, et tenant compte des échanges avec les commanditaires de l'évaluation. Des entretiens ont été réalisés à distance en parallèle de la consultation documentaire notamment avec Interpeace et Indigo, et dix jours de récolte de données sur place en Côte d'Ivoire ont été organisés, entre le 7 et le 19 octobre 2021. Lors de ce séjour, plusieurs séances de travail approfondies avec Indigo ont été menées, ainsi que des entretiens avec le bailleur PBF et le Ministère en charge de la Jeunesse. L'évaluatrice a passé une journée dans chaque quartier où une initiative est active, et a ainsi pu organiser plusieurs focus group à chaque fois : avec les membres de l'initiative, avec des aînés sociaux ou des leaders communautaires, avec des groupes de femmes et/ou jeunes habitant dans le quartier. Le mentor originaire du quartier ou en lien avec l'initiative a également été interviewé. Le détail des consultations est présenté en annexe.

Tableau 3 : Les initiatives soutenues et visitées dans les deux communes de mise en œuvre du projet

Abobo	
AJFA, Association des jeunes filles d'Agbekoi, (Agbekoi)	A été créé en 2019, regroupe une trentaine de membre, la majorité de très jeunes filles, souvent de – 25 ans. Vise à rapprocher les jeunes filles chrétiennes et musulmanes par des activités ludiques et sociales. Est active aussi dans le domaine de la salubrité du quartier et dans le soutien mutuel au sein de la communauté
GCCI, Génération consciente de Côte d'Ivoire, (Bocabo)	Créée en 2016, Association mixte, regroupe environ 70 membres dont la majorité de – de 35 ans, vise à rapprocher les groupes et association de jeunes, au-delà des ethnies et des secteurs géographique différents et des rivalités existantes.
Association des Jeunes Unis de Belleville, AJUB	Association créée en 2012, regroupant 75 membres, dont la grande majorité de – de 35 ans. Elle vise à améliorer la salubrité et la cohésion sociale dans le quartier, ainsi que la place accordée aux divers groupes de jeunes notamment vis-à-vis des aînés sociaux.
African Stop Immigration by Entreprenariat, ASIE (Belleville)	Association créée en 2018, regroupant 568 membres dont 402 – de 35 ans, nombreux 'élèves et étudiants. Elle vise sensibiliser les jeunes tentés par l'immigration clandestine à rester dans le pays et à s'engager dans l'entreprenariat, notamment à travers des sensibilisations et discussions dans les écoles et les universités.
Yopougon	
YIPE, Young Ivoirians Promoting English (Toit Rouge)	Organisation née en 2015, regroupant environ 300 membres, jeunes et très jeunes, étudiants et élèves, née pour faire la promotion de l'anglais à travers des débats sur les grandes problématiques sociales. Engagée depuis peu sur les questions de sécurité, paix et cohésion sociale et notamment le rôle de la manipulation de l'information.
JUD, Jeunesse Unie pour le Développement (Doukouré)	Petite initiative créée en 2012 regroupant une trentaine de membres de -35 ans voulant réunir deux zones en conflit afin d'améliorer la cohésion sociale. Cela est recherché autour de l'intérêt commun de la salubrité du quartier et de l'organisation d'activités sportives.
Tchele Woye (Niangon Académie)	ONG assez établie, créée en 2007 et formalisée en 2013, travaillant sur l'autonomisation des femmes à travers l'engagement dans divers domaines. Elle s'est engagée plus récemment sur les questions de paix et cohésion sociale
Femme Progrès (Mamie Faitai)	Association assez ancienne et établie (créée en 2002), regroupant 150 membres, comprenant femmes/hommes, jeunes et adultes. Active auparavant sur les questions d'alphabétisation des femmes, VBG et santé, elle s'est engagée de façon plus récente dans les questions de

	paix et sécurité.
AFEECOCI Association des femmes et épouses émancipées de conducteurs	Association récente née en 2017 et regroupant environ 150 membres, que des femmes mais de différents âges, pour améliorer l'image des conducteurs et leurs conditions de vie et celles de leurs familles. L'organisation veut accroître la solidarité et l'entraide interne et réduire les tensions et violences dans le milieu de travail.

Enfin un entretien avec chacun des sept mentors a été réalisé. La consultante s'est efforcée autant que possible de travailler à la récolte d'histoires de changements, et de procéder au croisement des informations recueillies. Cela signifie que lors des échanges la consultante tentait d'identifier directement (par des questions) et indirectement (sur base ce que les personnes consultées racontaient de leur perceptions) des exemples concrets d'effets produits par le projet. Une fois un cas identifié, la démarche était celle de rechercher des informations pouvant étoffer et approfondir l'histoire racontée et de vérifier la véracité de l'histoire auprès de d'autres sources. Ce séjour s'est clôturé par une séance de présentation des premières impressions en présence d'agents du PBF, Interpeace et Indigo CI, suivie par un échange entre la consultante et les autres participants.

III. Principales conclusions

Les principales conclusions de l'évaluation sont organisées selon les critères définis par les termes de référence : Pertinence (1) ; Efficacité (2) ; Efficience (3) ; Impact (4) ; Durabilité (5) ; Cohérence (6) et Questions transversales (7). Au début de chaque sous partie seront reprises pour rappel les principales questions d'évaluation y relatives.

1. Pertinence

PERTINENCE
<ol style="list-style-type: none"> 1. Les différentes parties impliquées croient-elles que le projet fût approprié au vu du contexte et des dynamiques dans les zones ciblées ? 2. Le projet était-il approprié selon la vision de l'Etat en matière de consolidation de la paix et de cohésion ? Etait-il aligné sur la vision du PBF, le PACoP ? ; 3. L'équipe du projet a-t-elle utilisé les stratégies les plus appropriées par rapport au contexte ?

La **pertinence de travailler** sur le renforcement de la cohésion sociale et à la prévention de la violence politique est reconnue par tous les acteurs à tous les niveaux : Ministère, PBF, initiatives locales et population. En effet les violences politiques passées sont encore fraîches dans la mémoire de tous, et la crainte de les voir réapparaître, spécifiquement dans les zones qui ont été le plus touchées, est vive. Tous les interlocuteurs ont donc souligné la nécessité de prévenir les violences politiques afin d'accroître la sécurité, la paix et la possibilité de développer des conditions de vie socio-économiques dignes. Prévenir la violence politique veut dire travailler sur plusieurs fronts : construire une démocratie interne au sein des partis politiques, renforcer la gouvernance transparente et participative au sein des institutions, lutter contre la corruption et le clientélisme, favoriser le dialogue politique à tous les niveaux de la société, réduire le terreau fertile à ces manipulations au sein de la population, etc. C'est sur ce dernier point que le projet a décidé d'intervenir à travers deux approches : d'une part en réduisant les risques de manipulations politiques en faisant prendre conscience aux potentielles victimes de manipulation l'existence de ces dynamiques et leur intérêt à ne pas y entrer; d'autre part réduire les tensions au niveau local (et donc accroître la cohésion sociale), que ces tensions soient directement liées à des différences ethniques-politiques ou à d'autres fractures existantes, comme par exemple entre les jeunes et les aînés sociaux. Les deux communes de Yopougon et Abobo ont été choisies par Interpeace et Indigo sur base de deux facteurs. D'une part des facteurs qui leurs sont propres : elles ont été particulièrement secouées lors de la crise de 2011, leur composition socio-ethnique les rend potentiellement sensibles et elles sont les plus réactives en cas de tension. D'autre part des facteurs liés à une expérience préexistante des deux organisations dans ces communes qui faisaient qu'elles pouvaient profiter de réseaux sur place et d'une certaine crédibilité déjà acquise.

Le projet tel que formulé par Interpeace et Indigo entre pleinement dans le cadre de **la vision de la consolidation de la paix et de la cohésion sociale tels que développés par l'Etat de Côte d'Ivoire et le PBF**, notamment à travers le PACOP en son axe prioritaire 1 sur la cohésion sociale et la réconciliation nationale. Cela ressort clairement page 21 par exemple où le PACOP établit :

« Les associations féminines et des jeunes seront mises à contribution à travers le renforcement de leurs compétences, de leur cadre d'échange à l'échelon local pour faciliter les actions de promotion d'une culture de paix au sein de leur groupement et au-delà. »

Les principales stratégies adoptées par le projet *YPS en pratique*, telles que reprises dans l'encadré 3, se sont toutes révélées particulièrement pertinentes. Elles sont ici analysées chacune leur tour.

Stratégie 1 : **Identification et formation de jeunes**

L'approche utilisée de commencer par une cartographie large des diverses initiatives existant dans les communes de mise en œuvre du projet, pour ensuite arriver à sélectionner un nombre bien plus limité de structures, permet de justifier d'une bonne connaissance des dynamiques locales et d'avoir réalisé un choix éclairé. Le choix en soi de travailler avec des petites structures plutôt qu'avec des organisations plus grosses et plus établies est courageux et pertinent dans la mesure où il permet d'éviter des éventuelles organisations habituées à capter des fonds et à atteindre directement à la base, là où il y a un engagement citoyen effectif. Ce choix a également comporté des défis sur lesquels l'évaluation revient dans les parties suivantes.

Le choix de former 5 jeunes par initiative est aussi pertinent dans la mesure où un nombre plus petit n'aurait pas été suffisant pour espérer toucher l'organisation au-delà des individus et un nombre plus grand aurait réduit la qualité du renforcement de capacités espéré.

Le type de formation choisi était pertinent au vu de l'objectif visé : la RAP permet d'apprendre à mieux appréhender un problème et réfléchir collectivement au développement de solutions, la mise en pratique appliquée à la violence politique a permis de commencer à décortiquer cette dynamique au niveau local afin de mieux la comprendre et donc la combattre. Les autres formations, plus liées à gestion de projet et communication, visaient à outiller et rendre plus efficaces les interventions projetées. La façon dont les formations ont été transmises et adaptées au groupe cible est aussi apparue tout à fait nécessaire à atteindre l'objectif poursuivi : en effet le choix de faire suivre une mise en pratique à chaque fois après l'enseignement théorique a été le facteur sine qua non pour que les connaissances transmises soient effectivement intériorisées.

Pendant la visite des initiatives, l'évaluatrice s'est demandée pourquoi était-ce le terme spécifique de « **violence politique** » qui avait été utilisé dans les objectifs du projet, plutôt que des expressions plus générales comme « consolidation de la paix » ou « promotion de la cohésion sociale », qui sont des expressions par exemple qui ont été retenues dans le livre blanc produit à la fin du projet³. En effet il n'apparaissait pas clairement dans quelle mesure la façon dont le projet avait été monté et les initiatives sélectionnées avait une réelle prise directe sur le phénomène spécifique de violence politique. Il est toutefois apparu que si ces acteurs à eux seuls ne peuvent pas traiter la question de la violence politique car il faudrait pour cela travailler avec les partis politiques et peut-être aussi avec les jeunes qui sont directement mobilisés, tout de même l'engagement des parties prenantes à ce projet peut avoir, une certaine influence positive sur la prévention de la mobilisation des jeunes pour

³ « Livre blanc sur l'application programmatique de l'agenda Jeunes, paix et sécurité. Bonnes pratiques à répliquer pour renforcer et valoriser la contribution positive des jeunes à la prévention des conflits et à la consolidation de la paix », sous-titre, page 3 du Livre blanc produit par Interpeace et Indigo à la fin du projet YPS en pratique.

de la violence politique. Il est clair que si le rôle des jeunes et des femmes en tant qu'acteurs de paix et de développement dans leur quartier est renforcé, alors cela doit contribuer à réduire les tensions dans le quartier, accroître la sécurité et la paix et à poser les bases d'un développement plus solide au niveau local. Et il est clair que cela doit contribuer à la prévention de la violence politique, d'autant plus que la RAP était effectivement ciblée sur cela. La considération ici est de dire que la longueur de cette chaîne de contributions, et le fait que la violence politique suit des causes et dynamiques bien plus larges, rend forte la contribution du projet en termes de cohésion sociale, mais plus contenue et termes de violence politique.

Stratégie 2 : L'autoanalyse par la réalisation d'une RAP

La réalisation d'une Recherche Action Participative sur la violence politique par les membres des initiatives dans leur propre milieu s'est aussi révélée être un bon choix dans la mesure où elle a complété la formation théorique dans la compréhension de ce qu'est la RAP et comment elle se réalise, a incité à la collaboration entre membres des initiatives et a permis aux participants de mieux connaître la dynamique de mobilisation de violence politique dans leur milieu.

Stratégie 3 : Accompagnement des Initiatives

Deux principales stratégies ont été adoptées pour accompagner les initiatives. D'une part la sollicitation à ce que chacune d'entre elles conçoive un petit plan d'action et le mette en œuvre, sur base de ce qu'elles ont appris à travers l'ensemble des formations précédentes, afin d'améliorer leur façon d'intervenir dans la communauté. En tant qu'acteurs de paix et sécurité, les initiatives ont été accompagnées dans le développement de leur plan d'action, mais elles ont surtout été laissées libres de décider ce qui leur paraissait le plus pertinent de réaliser, aussi bien en termes de thématique prioritaire qu'en termes de façon de l'aborder. D'autre part, la création depuis le début du projet de ce groupe de sept mentors, choisis selon différents critères mais avec l'objectif d'accompagner et soutenir les initiatives dans la mise en œuvre de leurs plans d'action notamment en facilitant les relations avec les aînés sociaux. La plupart des mentors ont été choisis pour leur influence dans les quartiers où les initiatives sont actives, très souvent positive, parfois négative, et dans ce dernier cas l'idée était de les impliquer pour réduire leur potentiel de nuisance.

Stratégie 4 : Mécanisme Participatif-pilote de Soutien technique et financier (MEPAS)

Le MEPAS était constitué de deux membres de chaque initiative, deux mentors et deux agents d'Indigo. L'idée était que celui-ci joue le rôle de bailleur qui analyse les plans d'actions et en suit la mise en œuvre. Cela est intéressant dans la mesure où c'est une nouvelle forme de mise en pratique de ce qui a été appris. Si le fait d'accompagner des initiatives à ce qu'elles ont projeté est pertinent, le travail de mise en forme (comme l'écriture d'un mini projet) s'est révélé plus difficile que prévu par rapport aux capacités des parties concernées et par rapport au temps d'accompagnement limité.

Stratégie 5 : Communication et portage politique

Les aspects de communication et portage politique sont effectivement très importants afin d'accroître l'impact des actions mises en œuvre. L'idée de former et accompagner les initiatives afin de mieux communiquer sur leur travail était donc indiquée et utile et le travail de communication réalisé par Interpeace et Indigo également. Des activités en termes de portage politique ont été réalisées mais probablement pas à la hauteur de ce qui en était nécessaire afin d'atteindre l'impact attendu. Cela sera discuté dans l'analyse des critères suivants.

2. Efficacité

EFFICACITÉ

1. Dans quelle mesure les RESULTATS VISES ont-ils été atteints ? Quels sont les résultats, directs et indirects, positifs et négatifs, voulus et non voulus, immédiats et à long terme du projet, y compris selon les progrès des indicateurs dans le cadre de résultats du projet ? *Quels changements peuvent être constatés dans les attitudes, comportements, relations ou pratiques au sein des localités cibles ou autres localités ? auprès des participants et parties prenantes ? auprès de personnes non-liées au projet si pertinent ?*
2. Quels sont les principaux facteurs ayant influencé la réalisation ou non-réalisation des objectifs ?
3. Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué aux produits et effets du PACOP ?

Résultats atteints

Les résultats les plus évidents produits par le projet sont **les capacités renforcées de nombreux des 35 membres des initiatives et 7 mentors formés**, bien qu'il soit difficile pour l'évaluation de chiffrer avec précision le nombre de personnes ayant attesté d'un changement.

Globalement il est certain que pour la plupart des participants aux formations et au parcours d'accompagnement, ceux-ci ont acquis diverses connaissances et compétences, qui se traduisent aussi en des changements d'attitudes et de comportement. Les acquis et les changements qui ont été le plus souvent rapportés sont :

- Une **meilleure capacité à analyser les problèmes et donc à les comprendre, et une meilleure capacité à penser et développer des actions plus stratégiques et plus ciblées** afin de répondre à l'objectif visé. Il s'agit ici de toute la démarche de RAP avec ses différentes étapes, visant à mieux comprendre le problème et les solutions possibles en donnant la parole aux parties qui sont au centre de la problématique ;
Des témoignages ont été récoltés dans ce sens et surtout en expliquant que cette méthode « *pouvait être appliquée dans des interventions en cohésion sociale* »⁴, mais aussi « *dans la vie quotidienne pour les petits conflits du ménage* »⁵ ;
- Les personnes formées ont acquis une **vision plus stratégique** de ce qu'elles peuvent faire pour leur communauté. La plupart des initiatives, surtout les plus petites ont expliqué : « *ils nous ont donné une autre vision* »⁶ ; « *Avant on ne faisait que des activités de distraction et entraide entre nous* »⁷, et que la « *RAP ça donne des grandes idées* »⁸ ;
- Une plus grande conscience de la nécessité de **réfléchir et agir de façon participative et inclusive pour résoudre les problèmes**, et des outils pour le faire. Là aussi, c'est la démarche de la RAP qui incite à rechercher des points de vue et des informations auprès de toutes les personnes concernées, loin de faire recours uniquement à ce que l'on sait déjà ou à ceux que l'on connaît déjà. On fait donc la cartographie des acteurs concernés, et on cherche des portes d'entrées pour atteindre chacune de ces catégories, chacun de ces

⁴ FGD YIPE ; FGD Tchele Woye

⁵ FGD AJFA

⁶ FGD AFEEOCI

⁷ FGD AJFA

⁸ Entretien mentor AJFA

mondes. Nombreux jeunes ont raconté qu'auparavant ils n'avaient jamais pensé à aller demander l'avis de personnes considérées « délinquantes », alors que là ils ont vu qu'eux aussi font partie de la solution : « *ceux-là même que tu sous-estimes, c'est eux qui ont la solution* »⁹.

- Une **meilleure capacité à parler en public et à faciliter les échanges** entre plusieurs personnes.¹⁰ Une des filles de AJFA raconte : « *Au début la sensibilisation était difficile, tout le monde s'énervait.* ». Une des membres de AFEECOCI raconte elle avoir été marquée par « *la disposition des chaises : on faisait une ronde. Tout le monde se sentait plus impliqué* ».¹¹
- Une **meilleure capacité à écouter les autres**¹² et à **interagir avec des personnes différentes** provenant d'autres mondes, y compris lorsque l'on est dans des positions délicates, ou lorsque des positions différentes s'affrontent. Certains jeunes ont expliqué « *lorsque l'on veut travailler à la cohésion sociale il faut tout accepter, être soi-même un modèle* ». ¹³ Un des mentors témoignait que lui-même avait beaucoup appris et notamment que « *si vous écoutez beaucoup, vous apprenez beaucoup* »¹⁴.
- Une **compétence accrue en termes de gestion de projet, y compris financière, et en communication**. En termes de gestion financière YIPE a par exemple expliqué qu'eux auparavant ne tenaient trace de rien en termes de dépenses, ni des montants, ni des factures, ou aucun autre type de justification, de même qu'ils ne faisaient jamais de liste de présence, alors que maintenant ils ont compris que cela peut leur servir, par exemple pour accroître leur transparence en interne, leur mémoire et leur crédibilité. Au sujet de la communication, chaque initiative a créé une page facebook, et cette dernière, ainsi que d'autres activités entreprises, a permis de se faire davantage connaître et donc d'attirer l'intérêt de nouvelles personnes envers elles. Les membres de l'initiative de YIPE expliquent : « *Indigo nous a appris à communiquer sur ce que l'on fait, ça nous crédibilise et ça peut donner envie de nous rejoindre et nous financer.* »¹⁵

En termes de changements produits, que ceux-ci soient analysés dans le cadre de l'efficacité ou de l'impact, il est important de considérer au titre de remarque préalable que ces **changements étaient attendus à quatre niveaux** : individuel, des initiatives, des personnes ayant participé aux activités, des quartiers où les initiatives sont actives. Le premier niveau est celui où les effets sont plus directs et visibles, et cela va ensuite en décroissant jusqu'au quatrième niveau.

⁹ FGD YIPE

¹⁰ Tous les FGD avec les initiatives

¹¹ FGD initiative, AFEECOCI

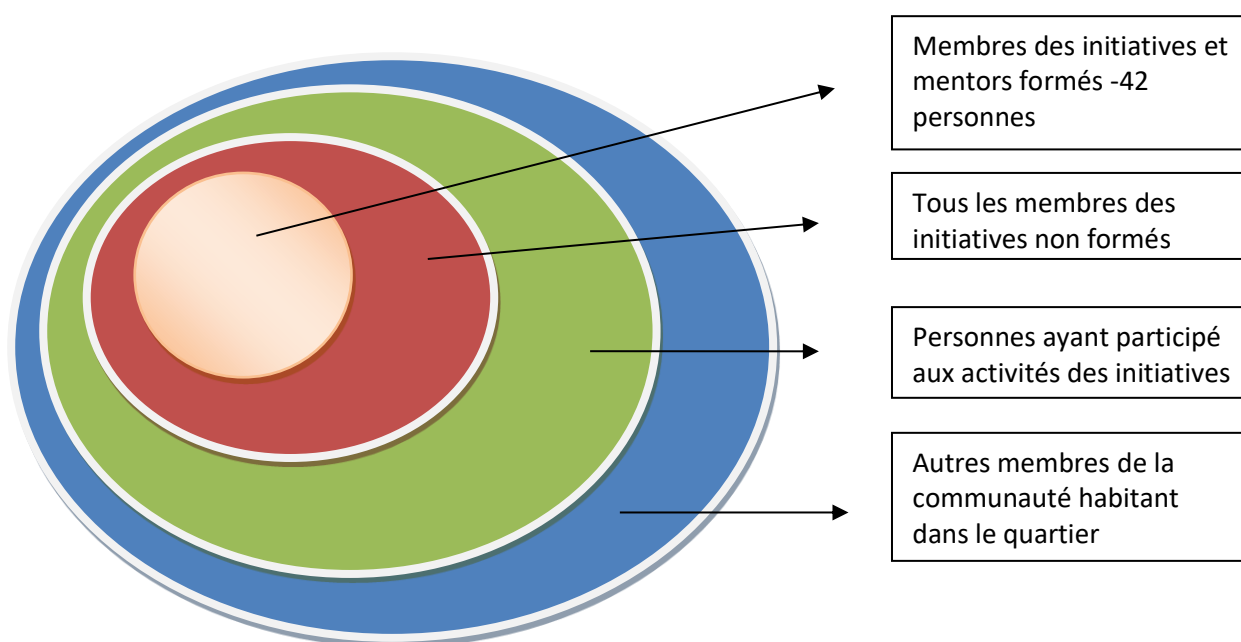
¹² Entretien avec le mentor de YIPE

¹³ FGD YIPE

¹⁴ Entretien mentor, YIPE

¹⁵ FGD initiative, YIPE

Figure 4 : Dimensions sur lesquelles les effets du projet peuvent être analysés



Le schéma ci-dessus illustre le fait, absolument normal, que les effets du projet vont en se diluant au fur et à mesure que l'on s'éloigne du centre composé des personnes qui ont directement participé au cœur du projet.

Des effets **sur les membres non formés des initiatives existent mais sont plus faibles** : l'apprentissage produit au niveau organisationnel dépend des modalités de partage et de restitution qui ont été organisées au sein de chacune des initiatives. Ces restitutions ont par exemple rapporté avoir été faite de façon assez substantielle au niveau de l'initiative YIPE et Tchele Woye, mais cela est moins clair pour la plupart des autres initiatives. Un effet en revanche qui a pu être observé au sein de certaines initiatives est une amélioration de leur gouvernance interne. Il s'agit notamment d'un effort de dépasser une centralisation forte autour du leader charismatique afin de redistribuer davantage le travail et le pouvoir. Cela a été observée chez YIPE, Tchele Woye et Femmes Progrès. Les trois présidents n'ont par exemple pas fait partie des 5 membres de l'initiative directement impliqués dans le projet, et ont donc laissé ces premiers rôles à d'autres membres.

Les **changements apportés sur les personnes qui ont simplement participé** à une ou deux activités organisées par l'initiative dans le cadre de la mise en œuvre des plans d'action est le plus souvent encore plus contenu, bien que quelques exemples aient été rapportés. Par exemple lors du FGD avec des jeunes de la communauté organisé par Tchele Woye, ceux-ci ont témoigné que les jeunes filles de Tchele Woye ayant participé au parcours d'accompagnement d'Indigo, se sont efforcées de leur transmettre ce qu'elles avaient appris dans le cadre de la formation sur la RAP. Aussi l'organisation AFEECOCI qui a été sélectionné par le MEPAS pour être soutenue, a apporté des messages de sensibilisations sur la paix juste avant les élections auprès de son groupe cible des

conducteurs.¹⁶ Toujours AFEECOCI témoigne avoir reçu plusieurs retours positifs suite au travail mené, sous forme de témoignages de proches qui racontent les changements observés chez certains conducteurs « *il lave toujours sa voiture, il est très propre et soigné, on voit que les passagers sont heureux.* » ; « *Il prévoit toujours la monnaie pour les clients, ne réagit plus quand il est insulté et évite les palabres* »¹⁷. Une autre réflexion intéressante en termes d'impact de la part de certains des membres de ASIE était : « *ce qui est important c'est le rôle de relais que devraient jouer les participants aux focus groups. Ça c'est ce qu'on attend mais on n'a pas encore vu.* » ; « *Nous on vise à responsabiliser et à inciter à l'entrepreneuriat, on cherche à redonner un rôle dans la société.* »

Enfin de nombreuses personnes ont confirmé avoir participé à diverses activités de cohésion sociale organisées par les initiatives, comme des galas et match de foot, des cérémonies de partage de don lors par exemple du carême, des coups de balais collectifs (GCCCI, AJFA, AJUB, JUD). Ces activités ont été réalisées dans le cadre des mini projets menés par les initiatives, avec l'appui d'Indigo. Au premier abord l'évaluatrice s'est demandée pour quelle raison de nombreuses initiatives avaient-elles prévues de faire les mêmes activités qu'elle faisaient auparavant, et qui plus est les mêmes activités entre plusieurs des organisations. Il n'était pas évident de comprendre la raison de ce choix de faire « ce qui avait toujours été fait » et dans quelle mesure ces activités contribuaient réellement à la cohésion sociale. Un des éléments d'explication est que si les activités sont les mêmes, elles ne sont pas onçues ni organisées de la même façon. Par exemple, un match de foot voulant réunir des « ennemis » sur un terrain, n'est plus organisé avec un groupe affrontant l'autre, mais en mélangeant ces groupes pour constituer les équipes¹⁸. De même une cérémonie culturelle ou sociale est organisée en invitant toutes les catégories de population. Lors de cette cérémonie des dons sont distribués et des messages de paix sont partagés. La plupart du temps la tenue de ces activités a été précédée de l'organisation de focus groups pour permettre aux différents participants de discuter des problèmes réels de cohésion sociale dans le quartier. Ces modalités différentes de mise en œuvre de la même activité peuvent en effet faire la différence. Les plans d'action ont été développés en termes de contenu par les Initiatives elles-mêmes, et dans certains cas la mise par écrit sous forme de mini projet écrit en format électronique a été réalisée avec l'appui d'Indigo car cela s'est révélé être difficile pour certaines initiatives.

Pour ce qui est de changements à l'échelle du quartier au-delà des personnes ayant quelque peu participé au projet, il n'est pas possible actuellement dans le cadre de cette évaluation finale d'en témoigner avec certitude. Cette impossibilité est due au fait que les activités réalisées dans le cadre de ce projet avec la communauté n'ont été ni suffisamment consistantes ni d'une durée assez longue pour qu'il soit déjà possible de mesurer de changements visibles et clairement attribuables au projet à l'échelle du quartier. Comme cela est exposé dans le schéma ci-dessus, les changements sont très évidents pour la quarantaine de personnes formées, souvent visibles à l'échelle des initiatives, parfois au niveau des personnes ayant participé à quelques activités, mais prétendre avoir déjà un impact mesurable au niveau du quartier est plus difficile.

En **termes d'engagement politique**, diverses activités ont été réalisées d'une part pour définir cette stratégie de plaidoyer (en interne entre Interpeace et Indigo en janvier et juillet 2021 ; entre

¹⁶ FGD Conducteurs AFEECOCI

¹⁷ FGD AFEECOCI

¹⁸ FGD JUD, FGD AJFA

Indigo et les membres des initiatives en mai 2021), et d'autre part pour la mettre en œuvre (septembre pour la présentation du livre blanc ; octobre 2021 pour une rencontre restreinte entre les autorités et les initiatives). Le grand atelier de septembre a rassemblé un grand nombre de participants (Ministères, Ambassades, Mairie, UN, ONGs) et divers participants parmi le monde des décideurs ont manifesté un intérêt pour ce que le projet et les initiatives avaient réalisé. La rencontre du 20 octobre entre le ministère de la jeunesse, les représentants du CNJ et quelques jeunes leaders du projets a été organisée suite à l'intérêt exprimé par le ministère à la présentation du livre blanc de pouvoir échanger plus longuement avec les participants. Lors de l'entretien réalisé dans le cadre de cette évaluation, l'interlocuteur rencontré au sein du Ministère de la Jeunesse, a fait référence à des formations organisées par le service civique national visant à « resocialiser la jeunesse en voie de marginalisation », et exprimé l'idée que le travail d'Interpeace et Indigo pourrait y avoir sa place. Cette piste pourra être sujette à discussion ultérieurement.

Facteurs influençant l'atteinte des résultats

Il était attendu de l'évaluation également d'identifier les facteurs **ayant favorisé l'atteinte de ces résultats**. Principalement deux catégories de facteurs de réussite apparaissent. Premièrement l'approche du projet elle-même : la combinaison théorique et pratique des formations, le travail très bottom up, à savoir que le contenu provient de la base, des participants, des initiatives et n'est pas dicté a priori par Indigo. Deuxièmement, un autre aspect de l'approche qui est facteur de réussite est la façon dont l'équipe d'Indigo se présente, se comporte, se relationne avec les parties prenantes, et notamment les initiatives et la population en générale. Cette posture est empreinte de dynamisme, écoute et simplicité, d'engagement et d'efforts d'adaptation aux réalités rencontrées. Les **facteurs ayant eux limité l'atteinte des résultats** sont davantage des contraintes externes. Peuvent être citées à ce titre :

- La pandémie Covid et les restrictions ayant été prises en 2020 pour y faire face, qui ont impliqué une forte limitation des déplacements entre mars et juin 2020, et ont donc limité les activités pouvant être réalisées ;
- Une période d'accompagnement trop courte des initiatives, surtout la période dédiée au développement et à la mise en œuvre des plans d'action ;
- Un calendrier des activités parfois fixé et communiqué aux initiatives un peu tard, ce qui limitait leur capacité à se rendre disponibles les jours requis ;
- Le contexte électoral de 2021, qui a rendu plus difficile l'approche de certains acteurs et a freiné l'approche de d'autres afin de prévenir des risques de manipulation ou récupération politique ;

Contribution au PACOP

Comme expliqué dans la partie précédente, le projet était pleinement en ligne avec le PACOP et les résultats qu'il a produit viennent certainement contribuer à ceux portés par ce programme, dans la mesure des proportions étaient celles du projet : 42 personnes formées et soutenues, actives dans 7 initiatives de plus ou moins autant de quartiers de deux communes de la capitale.

Tableau 5 : Les indicateurs du cadre logique

Indicateur	Référence et cible	Progrès et commentaire
R1: Les jeunes leaders sont capables de mener eux-mêmes une analyse critique de la participation de la jeunesse à la violence politique et à sa prévention		
Des jeunes leaders témoignent d'une manière concrète concernant le renforcement de capacités en termes d'analyse de la participation de la jeunesse à la violence politique et à sa prévention.	Niveau de référence : 0% Cible: 80% des jeunes leaders s'expriment	Effectivement suite à la RAP réalisée ensemble la plupart des jeunes leaders ont compris les causes et responsabilités multiples liées à la violence politique.
Réalisation d'une (RAP) développée et menée par les jeunes du projet mettant en avant des leviers de mobilisation - et de prévention de la participation des jeunes à la VP.	Niveau de référence : 0 Cible : 1 RAP développée menée par les jeunes du projet	La recherche action a été réalisée. Aucun rapport écrit n'est disponible mais cela n'est pas problématique dans la mesure où l'objectif de cette RAP était l'apprentissage qui a eu lieu pendant sa réalisation.
Diversité de profil des jeunes leaders et des jeunes consultés par les jeunes leaders	Niveau de référence : 0 Cible : au moins 5 types de groupes socio-économiques de jeunes différents avec au moins 30% de filles et au moins 30% de jeunes de moins de 25 ans	Les mondes socio-économiques en présence sont: - les élèves et étudiants (initiative YIPE, FACEA), - les tontines (Association de jeunes filles d'Agbekoi), - les activistes communautaires (Tchéla Woyé), - les commerçants et artisans (Associations de jeunes de Bocabo, Association de jeunes filles d'Agbekoi), - les jeunes politiques (Association des jeunes unis de Belleville). (chiffre clé:5) ¹⁹
R2: Les initiatives des jeunes ciblées en prévention de la violence politique sont plus stratégiques, inclusives, synergiques et impactantes		
Nombre de PA d'amélioration des initiatives des jeunes élaborés par les jeunes leaders et leurs mentors	Niveau de référence : 0 Cible: 7 plans d'action	9 plans d'action développés
Nombre de jeunes de mondes différents qui collaborent conjointement dans les actions, désagrégés par genre et âge	Niveau de référence : 0 Cible : 5 mondes de jeunes (voir indicateur 1c), dont au moins 30% de filles et 30% de jeunes de moins de 25 ans	Les initiatives sélectionnées rassemblent déjà les 5 mondes, les 30% de filles et de jeunes des – de 25ans (voir 1c). Parmi les collaborations ayant émergé, l'initiative de Tchéla Woyé (Yopougou) a par exemple épaulé les Jeunes Filles d'Agbekoi (Abobo) pour

¹⁹ Source : Rapport annuel du projet 2020/11/10

		faciliter leur première activité et rassembler des jeunes filles rivales autour d'un premier débat. Jeunesse Unie pour le Développement et les Young Ivorians Promoteur of English ont aidé Tchélé Woyé à préparer son activité de restitution. Les initiatives de Bocabo et Belleville se viennent mutuellement en aide pour faciliter des focus groups ²⁰
R3 : Les jeunes leaders et les décideurs politiques nationaux et internationaux savent mieux comment optimiser l'implication de la jeunesse ainsi que leur collaboration sur les questions « Jeunes, paix et sécurité (YPS) ».		
Témoignages des membres du Groupe d'appui au projet sur l'approfondissement de leurs connaissances par rapport à la pertinence et aux modes de collaboration avec/implication des jeunes dans le cadre de leurs initiatives (YPS).	Niveau de référence : 0 Cible : Au moins 5 témoignages des institutions/ structures différentes	Le GAP n'a finalement pas été mis en place et remplacé par des engagements bilatéraux avec des acteurs clés car après réflexion son installation n'est pas apparue comme efficace
Stratégie d'engagement des acteurs nationaux et internationaux élaborée par les jeunes leaders afin d'optimiser l'implication de la jeunesse en général et en particulier sur les questions YPS.	Niveau de référence : 0 Cible : 1 Stratégie	Stratégie développée en mai 2021
Cas d'implication des jeunes leaders ciblés par les décideurs politiques nationaux et internationaux dans leurs initiatives relatives aux questions de YPS	Niveau de référence : 0 Cible : au moins 3 cas	Peu d'éléments spécifiques récoltés pendant l'évaluation. Un exemple toutefois a été relevé : Mariama Diomande, de la Jeunesse Unie pour le Développement a été invitée par l'Union Européenne à participer à un déjeuner sur la thématique de l'engagement citoyen des jeunes ivoiriens (Septembre 2021). Selon les rapports d'Interpeace il est rapporté deux autres exemples : L'initiative Festival artistique et culturel des écoles d'Abobo (FACEA) a été contactée par le ministère de la femme, de la famille et de l'enfant pour mener des sessions d'art thérapie avec des enfants des rues recueilli par des centres sociaux pendant la période de confinement (printemps 2020). L'art thérapie telle que pratiquée par FACEA permet notamment aux jeunes violents de prendre du recul et d'analyser leurs traumatismes et leurs actions

²⁰ Source Rapport semestriel 2021

		<p>violentes, afin de les réduire.</p> <p>L'initiative Jeunes Ivoiriens Promoteurs de la Langue Anglaise (YIPE) a travaillé avec l'UNICEF et l'Ambassade de Suisse pour sensibiliser sur les fake news pendant le COVID et ainsi promouvoir la cohésion sociale</p>
--	--	---

3. *Efficiace*

EFFICIENCE
<p>1. Dans quelle mesure les structures, les outils et les mécanismes développés pour la mise en œuvre du projet aux niveaux institutionnel, financier, administratif et programmatique ont permis l'effectivité et efficacité du projet ?</p> <p>Les ressources humaines et financières ont-elles été utilisées de manière économique ? Les ressources (fonds, personnel, temps, expertise, etc.) ont-elles été affectées de manière stratégique pour obtenir les résultats ? Les ressources utilisées pour la promotion du genre correspondent-elles aux ressources planifiées à cet effet lors de la formulation du projet ? Dans quelle mesure les fonds et les activités du projet ont-ils été livrés dans le respect des délais ?</p> <p>2. Quelles ont été les forces et les faiblesses du partenariat entre Indigo Côte d'Ivoire et Interpeace dans le cadre de la mise en œuvre du projet ?</p> <p>3. Comment le projet s'est-il adapté aux défis rencontrés ?</p> <p>4. Dans quelle mesure les systèmes de S&E utilisés permettent-ils d'assurer une gestion efficiente et efficace du projet ?</p>

Ressources

Une **analyse basique** de l'utilisation des ressources ne fait pas ressortir de failles majeures ni en soi ni relativement à ce qui avait été prévu. Globalement le système de support à la mise en œuvre du projet, qu'il soit institutionnel, financier ou administratif a fonctionné au service du programme. Pour donner une appréciation plus éclairée sur le critère de « value for money » il serait nécessaire de pouvoir comparer les coûts supportés par le projet et ceux supportés par d'autres projets sur des activités similaires. Il est de toute façon évident que confier la mise en œuvre à une organisation nationale avec le soutien d'une organisation internationale permet de contenir les coûts de façon bien plus importante que si le même travail était confié à une agence des Nations Unies ou à une mise en œuvre directe par une ONG internationale, donc ce choix comporte déjà une certaine efficacité en soi.

En revanche quelques réflexions peuvent être partagées sur la **ressource temps** : il est vrai que le temps à disposition était court, notamment car un projet visant le renforcement de capacité d'acteurs communautaires en cohésion sociale devrait dès le début avoir une plus longue période de mise en œuvre, et parce que des événements externes, tels que les mesures contre la pandémie, sont venues amputer le temps à disposition. D'autres facteurs ont influencé l'utilisation de la

ressource temps. Premièrement le fait de travailler dans une zone urbaine, où le rythme de vie est plus rapide et où la population est plus occupée que dans une zone rurale. Deuxièmement parce que les personnes actives dans les initiatives sont toutes bénévoles et ont donc d'autres occupations dans lesquelles elles sont engagées, que ce soit de travail ou d'études, ce qui réduit leur disponibilité effective pour les activités du projet. Cela est en partie une limite mais est aussi une force dans la mesure où leur engagement est donc réellement citoyen et pour la communauté et non pas pour une quelconque bénéfice économique personnel. Cette réalité rend d'autant plus nécessaire une planification et une communication à l'avance des activités afin de maximiser les chances de disponibilité des membres des initiatives.

Partenariat

Le partenariat entre Interpeace et Indigo est un partenariat qui dure depuis de nombreuses années basé sur une confiance et un respect mutuel. L'équipe d'Indigo est la première responsable de la mise en œuvre des activités sur terrain, alors qu'Interpeace est l'interface et le responsable premier face au bailleur. Cette complémentarité requiert un équilibre entre l'indépendance de chacune pour la réalisation de ce qui lui incombe et en même temps une collaboration et communication constante fin de mener à bien l'ensemble du projet. Cela a clairement été le cas dans le cadre de ce projet. Un des axes sur lesquels une majeure réflexion et coordination en amont sont nécessaires afin d'accroître l'efficacité est celui d'engagement politique et de collaboration avec les autorités, notamment au niveau local. De façon plus générale le partenariat entre Interpeace et Indigo est ancien et étroit. Les deux organisations sont très proches dans leurs approches et expertises. Une certaine complémentarité s'observe dans le fait qu'Interpeace gère les relations avec le bailleur, la planification et le rapportage, le plaidoyer, alors qu'Indigo réalise l'ensemble de la mise en œuvre directe sur terrain. L'approche initiale, la préparation des principales activités et les adaptations sont discutées ensemble. Certes depuis la création d'Indigo, née avec l'aide d'Interpeace il y a une dizaine d'années, l'organisation a beaucoup évolué et dispose actuellement d'une expertise et d'une professionnalité remarquables, Les deux organisations Interpeace et Indigo sont conscientes que cela influe inévitablement sur leur partenariat et leur complémentarité et réfléchissent ensemble à comment chacune peut tirer le meilleur parti de cette relation.

Suivi et évaluation

Le suivi et l'évaluation ont été assurées aussi bien par Indigo vis-à-vis des initiatives, que par Interpeace des activités d'Indigo et des avancées du projet en général. De plus un suivi au niveau macro des résultats atteints et des changements apportés par le projet a été mené en parallèle par les deux organisations. Deux remarques peuvent toutefois être soumises à réflexions. La première concerne le fait qu'Interpeace et Indigo n'avaient pas de réunions régulières fixes en présence entre les deux équipes en charge du projet. La communication (mail, téléphone) était constante et les grandes activités étaient toujours préparées conjointement. Mais des réunions régulières, par exemple tous les mois, ne pourraient-elles pas aider à organiser des calendriers à l'avance des activités, permettant ainsi à chacun, et en premier aux membres des initiatives, de s'organiser à temps afin d'être disponibles pour les activités sans trop porter de dommage sur leurs autres obligations ? La seconde remarque est relative au fait qu'Interpeace ne réalise pas habituellement de descentes sur terrain. Interpeace n'est effectivement allée sur terrain qu'à la fin du projet, lors de la visite qui avait été organisée pour le bailleur. L'évaluatrice ne considère pas que ces descentes sur terrain soient nécessaires à des fins de contrôle, mais plutôt afin de

permettre à Interpeace de davantage s'imprégner des réalités dans le cadre desquelles le projet est réalisé et de pouvoir ainsi mieux appuyer en termes techniques le travail d'Indigo et donc indirectement des initiatives. Ces visites de terrain pourraient très probablement se révéler enrichissantes pour les trois acteurs concernés : Interpeace, Indigo et les initiatives, et ainsi accroître encore davantage la qualité du travail réalisé.

Défis rencontrés et stratégies de mitigation développées

Plusieurs défis se sont présentés pendant la mise en œuvre du projet et Interpeace et Indigo ont globalement réussi à les affronter et à y remédier en limitant les potentiels effets négatifs de ces défis.

Le premier, déjà mentionné, est celui de la survenue de la **pandémie Covid 19** et des mesures prises par l'Etat de Côte d'Ivoire afin d'y faire face, qui ont impliqué plusieurs mois de réduction de déplacements et de limitation des activités réunissant de nombreux participants. Bien sûr Indigo n'a pas pu agir sur cela, mais l'organisation a su maintenir le contact et montrer son soutien aux initiatives même pendant cette période. Il a en effet été rapporté par de nombreuses initiatives qu'Indigo a mis à leur disposition du matériel de prévention, comme par exemple le gel désinfectant, qui était à cette période très recherché et peu disponible. Les initiatives en ont à leur tour fait bon usage, dans la mesure où elles ont effectué une distribution dont les modalités ont été louées. Cette mise à disposition a en effet été effectuée dans les endroits clés (comme par exemple ceux très fréquentés) et également auprès des diverses catégories de la population sans distinction ou préférence, se démontrant ainsi une nouvelle fois être outil de cohésion sociale, car tout le monde s'en est senti bénéficiaire et personne n'a eu l'impression d'en avoir été exclu a priori. Plusieurs personnes lors des entretiens ont témoigné que « *voir nos enfants (cf les membres des initiatives) prendre leur courage et venir distribuer ce matériel malgré la peur qui régnait nous a réchauffé le cœur* »²¹.

Le second défi aussi déjà mentionné, à savoir le **contexte électoral de 2021**, a été tempéré en évitant l'implication dans le projet d'acteurs trop proches du monde politique. Il semblerait aussi que deux initiatives du projet, l'AJUB et la JUD, qui avaient auparavant une image de partialité politique, aient évité de s'impliquer fortement dans la campagne électorale en tant qu'initiative, redevenant ainsi plus neutre et donc plus aptes à travailler sur le thème de cohésion sociale. De plus ces initiatives, ainsi que d'autres du projet, ont pendant la période électorale promu des messages de non-violence et respect mutuel, favorisant ainsi le déroulement d'élections relativement apaisées.

Un troisième défi a été celui du **niveau varié et globalement plus bas qu'attendu des initiatives**. En effet, en choisissant de collaborer avec des initiatives communautaires relativement petites et peu structurées, Indigo a eu à travailler avec des groupes et des individus qui avaient pour la plupart pas ou peu d'expérience de gestion de projet, et dont le niveau même de compréhension était parfois limité, étant donné que certaines personnes par exemple ne savaient ni lire ni écrire. Il a donc été nécessaire qu'Indigo adapte la formation, pour que, comme l'a dit une des agents d'Indigo « *les personnes reçoivent au moins l'esprit de la RAP* ». Cela a sans aucun doute requis plus de travail, de créativité et d'innovation, mais Indigo a su faire face à cette situation. A ce sujet, à la fin d'un FGD tenu pendant l'évaluation, une participante a demandé : « *Est-ce que moi j'ai ma place ici alors que je*

²¹ FGD ainés sociaux, YIPE

ne sais pas lire et écrire ?»²². La personne posait la question sincèrement, elle cherchait à avoir confirmation que tous, même les analphabètes, peuvent être leaders et contribuer à la vie de la communauté. Il était clair qu'elle avait sa place car son apport en termes de dynamique de groupe, d'idées et de charisme était notable. Cela revient donc à l'honneur du projet d'avoir osé travailler avec des personnes souvent marginalisées, d'avoir réussi à les faire se sentir impliquées et à renforcer leurs capacités en termes d'engagement communautaire pour la cohésion sociale.

Un dernier défi est celui de la **peur et la méfiance initiale présentes lors des premiers groupes de discussions sur la violence politique**, ses causes, ses effets, ses dynamiques. Le sujet étant délicat, il est arrivé que certains groupes soient méfiants, craignant une manipulation en faveur de tel ou tel groupe ethnique ou politique²³. Il est aussi arrivé que des personnes soient réticentes à accorder une certaine crédibilité ou légitimité des personnes de l'initiatives organisant ces activités, étant donné leur jeune âge ou leur sexe.²⁴ Il est également arrivé que des participants aux discussions craignent des répercussions négatives s'ils s'exprimaient librement, en arrivant à dire « : « *Ici si tu parles tu meurs.* ». ²⁵ Ces difficultés ont pu être dépassées par l'utilisation de la méthode RAP elle-même, qui ne cherche pas à orienter les débats mais à laisser la parole aux participants simplement en facilitant les échanges et en incitant à l'écoute. Les mentors ont aussi à plusieurs reprises aidé à réduire les réticences de certains aînés sociaux en soulignant les compétences des membres des initiatives. Enfin la persévérance des initiatives et d'Indigo, le soutien mutuel qu'elles ont pu s'apporter a contribué à faire tomber les résistances.

4. Impact

IMPACT
<p>1. Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué à l'auto-analyse et au renforcement du leadership des jeunes dans la prévention de la violence politique en Côte d'Ivoire ? Dans quelle mesure l'approche utilisée par le projet a-t-elle réellement permis de rendre les initiatives plus stratégiques et plus efficaces dans leurs actions de cohésion sociale ? Dans quelle mesure l'approche utilisée par le projet a permis d'améliorer la cohésion sociale et de prévenir la violence politique dans les quartiers ciblés ? Dans quelle mesure les personnes engagées dans les activités de plaidoyer vont-elles changer leur approche quant à l'inclusion des jeunes dans les questions de paix et de sécurité et la conception de projets ou programmes YPS ?</p> <p>2. Les résultats soutiennent-ils la théorie du changement du projet ?</p> <p>3. L'approche du projet a-t-elle influencé d'autres localités et acteurs que celles et ceux visés directement par le projet ?</p> <p>4. Les acteurs locaux, nationaux et internationaux ont-ils été convaincu par l'approche du projet ? Cette approche a-t-elle transformé leur comportement ? Ont-ils exprimé l'intention de mettre en œuvre les recommandations et bonnes pratiques du projet dans d'autres situations que celles visées par le projet ou dans d'autres programmes ?</p> <p>Dans quelles conditions l'approche utilisée par ce projet pourraient être répliquée et à quelle fin ?</p>

²² FGD Initiative, AJFA

²³ FGD Initiative, Tchele Woyé ; FGD initiative, JUD

²⁴ FGD Initiative, AJFA

²⁵ FGD Initiative, Femme Progrès

Rendre les initiatives plus stratégiques et plus efficaces dans leurs actions de cohésion sociale

Il est certain que les connaissances, compétences et aptitudes que les membres des initiatives et les mentors formés ont reçus dans le cadre de ce projet vont leur rester. Ce constat se base sur les éléments collectés lors des entretiens avec les membres des initiatives, sur des entretiens avec Indigo et sur des observations directes de la consultante. Comme un agent d'Indigo l'a expliqué, au vu de la complexité de la RAP et du niveau des personnes formées, l'objectif d'Indigo était celui de faire comprendre « l'esprit de la RAP ». Et cet esprit a été bien compris, appliqué, apprécié et donc sera réutilisé comme un instrument qui a démontré son utilité. YIPE a raconté qu'ils avaient changé leur façon d'intervenir dans les écoles, en demandant aux écoliers eux-mêmes de quels thèmes ils voulaient discuter, au lieu de les définir eux-mêmes sans les consulter. Tchele Woye a rapporté être plus participative, plus inclusive vis-à-vis de la population locale dans la conception de ses projets en les rendant ainsi plus pertinents, et en travaillant par exemple plus avec les hommes. La cartographie des acteurs et l'identification des portes d'entrées a été citée à plusieurs reprises comme une approche qui serait utile pour mieux identifier les acteurs utiles à solliciter afin de résoudre tout type de situation, personnelle ou communautaire.²⁶

On part de l'hypothèse qu'il est probable que les personnes formées demeurent actives dans les initiatives où elles sont engagées. Cette hypothèse est adoptée pour deux raisons. D'une part les personnes qui ont le plus changé sont aussi celles qui étaient le plus motivées personnellement, le plus engagées pour la communauté, et donc il est probable que cet intérêt personnel ne disparaisse pas. Elles étaient engagées avant le projet, elles devraient selon toute logique le demeurer après. D'autre part c'est toujours le pari qui est fait dans les projets investissant dans le renforcement de capacités, à savoir que les personnes en bénéficiant continuent à être mobilisées après la fin de l'intervention. Si on ne part pas de ce principe, alors aucun travail de renforcement de capacité n'a de sens. Si cela est admis, alors il y a alors de grandes chances pour qu'effectivement le travail réalisé par ces initiatives soit plus stratégique, les activités pouvant bénéficier d'une meilleure analyse de départ et d'une meilleure préparation. Par exemple l'initiative YIPE a expliqué que suite aux formations ils avaient déjà revu leur façon de travailler avec les écoles. Plusieurs personnes ont témoigné qu'elles ont appris « *à voir les choses autrement* »²⁷ ; à ne plus croire qu'il suffit de « *faire ce que l'on pense nous pour que ce soit bien, mais tout le monde peut apporter quelque chose pour faire mieux* ». Le renforcement de la communication des initiatives a aussi contribué à rendre leur travail plus visible, plus connu, donc plus impactant. Enfin la plupart des membres des initiatives formés ont acquis des compétences et des savoir-faire qui transparaissent dans leurs actions, donnant à ces dernières plus de poids, et donc plus de reconnaissance et plus de légitimité.

Améliorer la cohésion sociale et prévenir la violence politique dans les quartiers ciblés

Comme cela a été illustré dans la figure 4, l'effet du projet sur la cohésion sociale existe, mais arrive dans une seconde dimension. C'est -à-dire qu'en améliorant la qualité des activités réalisées par les acteurs travaillant en faveur de la cohésion sociale, en facilitant les rencontres et les discussions entre les divers mondes, le projet contribue à améliorer la cohésion sociale. Un des membres de l'initiative JUD explique comment le tournoi de foot par exemple a des effets sur la cohésion sociale :

²⁶ FGD Femme Progrès, FGD AJUB

²⁷ FGD Initiative, AJUB

« Quand on se fréquente il y a des choses qu'on ne comprenait pas de l'autre que l'on commence à mieux saisir ». ²⁸. Des jeunes ayant participé au match et à une discussion sur la crise passée ont expliqué à l'évaluatrice que « ça nous a montré que la jeunesse ne doit pas mettre son espoir dans la politique. ». ²⁹ Ces témoignages de jeunes du quartiers non membres de la JUD montrent la réflexion que ces jeunes ont eu, mais il était difficile de distinguer les discours et réflexions qui était clairement dûs à la participation aux activités du projet, de ceux qui pouvaient lui préexister ou en être en tous les cas externes.

La dimension ethnique est cardinale dans la violence politique. Dans de nombreux quartiers parmi ceux où le projet a travaillé (Yao Séhi et Doukouré ; Agbekoi ; Bocabo et Belleville, Mami Faitai, etc), des tensions entre communautés nordistes et sudistes, explosés en 2002 et 2011, se sont réduites avec le temps, mais demeurent sous forme de méfiance, rancœur, traumatisme, auto victimisation et repli communautaire. En travaillant à rapprocher les différentes communauté à travers leurs actions, les initiatives contribuent dans une certaine mesure à la réduction des risques de violences politiques pouvant émailler les prochains scrutins électoraux. L'effet en termes de prévention de la violence politique, bien que partiel et plus indirect, existe. Les activités du projet ont fortement amélioré la compréhension de certains acteurs (membres des initiatives et certains participants à des activités) des dynamiques de violence politique, ce qui leur permet aussi bien de partager ce qui a été appris avec d'autres que de mieux traiter ce sujet. Pour illustrer cela un jeune ayant participé à des discussions organisées par la JUD explique : « Avec la crise on a pris conscience que les politiciens nous manipulent, donc on a mis la politique derrière et chacun se base sur son activité » ³⁰.

En revanche il apparait que le projet a peu touché d'autres acteurs directement impliqués dans la violence politique, à savoir les partis politiques et d'autres mondes très à risque d'être mobilisés (comme les personnes vivant dans la rue, les délinquants ou les consommateurs de drogue). Certes le projet a partiellement atteint les mondes des conducteurs et des transporteurs (notamment à travers l'initiative AFEECOCI) et très légèrement celui des consommateurs de drogue (à travers l'organisation Femme Progrès), mais que très partiellement. Cela n'est pas une faiblesse du projet dans la mesure où celui-ci a réalisé ce qui était prévu, mais il est nécessaire, au titre de réalisme et modestie, de reconnaître que la problématique de violence politique est bien plus large, complexe et profonde et que donc les effets du projet sur ce point ne peuvent être que éloignés. A ce titre il était assez intéressant d'entendre plusieurs membres des initiatives expliquer que ce projet les avait amenés à rencontrer des personnes avec lesquelles ils ne seraient autrement jamais rentrés en contact, et à échanger avec des mondes très éloignés du leur : « ce projet m'a fait aller dans des coins où j'avais peur » explique un membre de YIPE.

Changement d'approche des personnes engagées dans le plaidoyer

Il n'est pas possible pour l'instant d'apprécier cet aspect avec certitude, car les éventuels effets du plaidoyer ne peuvent être observés qu'à plus long terme, d'autant plus que l'engagement effectif des cibles de plaidoyer a été réalisé en majeure partie dans la phase finale du projet. Plusieurs acteurs se sont déclarés intéressés par l'approche et satisfaits de ce que le projet a présenté comme résultats, mais il est actuellement trop tôt pour savoir si cet intérêt va se transformer en action. Parmi les

²⁸ FGD Initiative JUD

²⁹ FGD Jeunes , non membres de JUD

³⁰ FGD Initiative JUD

manifestations d'intérêt on compte notamment le bailleur du projet PBF, l'Ambassade de France et le Ministère en charge de la Jeunesse.

Vérification de la théorie du changement

Théorie du changement	Appréciation au vu du projet
<i>SI des jeunes femmes et jeunes hommes leaders, issus de différents milieux, sont accompagnés et renforcés dans leurs capacités d'analyse, de leadership, d'actions en synergie, d'évaluation et de plaidoyer en matière de prévention de la violence politique,</i>	Cela est effectif
<p><i>Et SI des ponts sont créés entre les jeunes et les décideurs politiques,</i></p> <p><i>ALORS les jeunes pourront s'impliquer de manière (plus) pertinente, stratégique et efficace dans la prévention de la violence politique</i></p> <p><i>ET les décideurs politiques valoriseront et privilégieront leur participation sur les questions de paix et de sécurité,</i></p>	<p>D'une part il n'est à l'heure actuelle pas évident que ces « ponts » aient pu être créés.</p> <p>D'autre part la façon dont ces deux éléments sont formulés sous-entend l'existence d'un intérêt et d'une volonté politique de la part de l'Etat et des autorités de s'engager pour une plus grande implication des jeunes sur les questions de paix et sécurité.</p> <p>Or, il ne paraît actuellement pas certain que cette volonté politique existe. ?</p> <p>Peut-être serait-il plus correct de formuler cela avec un « si », sous forme d'hypothèse, afin de mieux refléter l'incertitude de sa réalité ?</p>
<p><i>PARCE QUE la compréhension des risques et processus de mobilisation des jeunes dans la violence politique aura été approfondie avec les jeunes ;</i></p> <p><i>que des leviers de renforcement de la résilience des jeunes à la violence auront été identifiés et testés par les jeunes leaders ;</i></p>	La compréhension a certainement été approfondie et des leviers ont été identifiés. En revanche il n'est pas certain que ces leviers aient été testés. Il n'est pas non plus clair ce qui était attendu par « testés »
<i>et que ces derniers auront été capables de porter les résultats de ces analyses et actions eux-mêmes auprès des acteurs politiques concernés.</i>	Cela est effectif

Appréciation de l'approche et intérêts d'acteurs non directement impliqués dans le projet

L'approche a été appréciée par tous les acteurs consultés, et, comme mentionné auparavant, elle a même été un facteur déterminant de la réussite du projet. Lors de l'atelier de présentation du livre blanc plusieurs acteurs ont exprimé leur intérêt pour ce qui avait été réalisé, dont les représentants de la mairie de Treichville, mais il est encore tôt à ce stade pour savoir si cela va aboutir à des actions concrètes. Aussi des initiatives, comme par exemple AJFA et YIPE, ont été contactées par des personnes auparavant inconnues pour les féliciter du travail réalisé.

Suivent ci-dessous quelques boxes-exemples esquissant des résultats voire impacts apportés par les différentes initiatives.

AJFA, Association des Jeunes Filles d'Agbekoi

L'organisation, active dans le quartier du même nom à Abobo, est constituée d'un petit groupe de très jeunes filles aux profils différents (religion, occupation, niveau de scolarisation) qui se sont rassemblées car elles voulaient remédier au constat que les jeunes filles de leur quartier restaient cantonnées par religion.

Ces très jeunes filles ont d'abord dépassé leur méfiance réciproque et ont commencé à se rencontrer et se connaître. Puis elles ont réalisé quelques activités simples de cohésion sociale, comme des opérations coup de balais, mais qui prenaient une dimension différente car elles réunissaient des personnes aux profils différents, de différents quartiers et de différents religions, ce qui n'était pas une habitude auparavant. Puis elles ont organisé des discussions, y compris sur la crise électorale de 2011 et les tensions qui en sont nées, et aussi un partage de don de carême, réunissant chrétiens et musulmans, ce qui était assez inhabituel et surprenant. « *Elles y ont invité tout le monde, alors que souvent un évènement de ce genre se tient à la mairie entre les autorités et les chefs des communautés.* » témoigne une habitante de Agbekoi.³¹

A travers la participation au projet plusieurs d'entre elles ont fortement accru leur confiance en elles et leur capacité à se relationner à des acteurs habituellement considérés plus grands et plus importants. Elles ont ainsi gagné en crédibilité et peuvent actuellement compter sur le soutien par exemple des différents guides religieux influents dans leur quartier. Elles ont aussi réussi à réunir « *les filles qui ont été à l'école et celles qui ne vont pas à l'école* ». ³²

A titre d'illustration de l'intérêt que leur engagement a soulevé, l'exemple a été cité d'une personne qui les a contactées téléphoniquement et félicité sur base de ce qu'il a vu sur leur page facebook, et a proposé de leur faire quelques dons pour soutenir leurs activités.

GCCI, Génération Consciente de Côte d'Ivoire

Organisation active dans le quartier de Bocabo à Abobo, elle travaille depuis des années à la cohésion dans le quartier. Récemment la GCCI a été remarquée car elle a réussi, partiellement, à opérer des rapprochements sur des dynamiques et tensions connues de tous. Il s'agit notamment des suivantes.

Le président de la jeunesse du quartier était perçu comme agissant de façon fermée, autoritaire et non collaborative, ce qui créait des frustrations chez les autres jeunes, dont ceux membres de la GCCI. Les données récoltées ont montré que cette situation a été particulièrement difficile à traiter, car la GCCI n'était pas facilement écoutée par ces aînés sociaux, et même les mentors ont dû appuyer ces tentatives de rapprochement à plusieurs reprises avant que la situation se détende, et sans qu'elle soit complètement résolue. C'est notamment pour ce cas que plusieurs mentors ont souligné que les difficultés avec les aînés sociaux les ont quelque peu dépassés et qu'ils auraient dans de tels cas souhaité un appui majeur de la part d'Indigo. Toutefois la méfiance s'est tout de même réduite et la collaboration s'est accrue, avec le président des jeunes se rassurant toujours de la participation d'Idriss [jeunes leader le plus visible de GCCI], proposant de lui laisser la place de

³¹ FGD Communauté d'Agbekoi

³² FGD Communauté d'Agbekoi

président des jeunes, et étant apparemment prêt à revoir la formation de son bureau afin de le rendre plus inclusif.

La méfiance historique entre les secteurs de devant et derrière l'hôpital, déjà réduite dans les dernières années, l'a été davantage dans le cadre des activités du projet, en culminant dans un match de foot commun.

La GCCI s'est également faite porte-voix de la population de Bocabo en prenant des initiatives afin de pallier au manque de raccordement en eau et en électricité qui perduraient dans certaines zones du quartier. La GGCI a en effet pris contact avec les autorités techniques compétentes et aurait réussi à faciliter/accélérer l'arrivée de nouveaux conteurs électriques.

Enfin la GCCI, par ses nombreuses tentatives de réunir différents acteurs aurait réussi en partie à faire dépasser le cloisonnement dans lequel étaient enfermés les différents mondes, y compris les associations qui ne collaboraient pas facilement les unes avec les autres et ont maintenant davantage pris l'habitude de se rencontrer, et de participer les unes aux activités des autres.

Toutefois une faiblesse de l'organisation est le fait qu'elle soit très fortement dépendant de la figure d'un seul de ses membres, Idriss, au point que lors d'un focus un des participants ait dit : « *Je ne vois pas la GCCI, je vois Idriss* »³³

AJUB, Association des Jeunes Unis de Belleville

L'initiative est active depuis de nombreuses années dans le quartier pour travailler à sa salubrité et inciter au soutien mutuel entre les habitants. Les membres sont perçus comme engagés pour le bien-être de tous : « *ce sont des jeunes vraiment dévoués, qui veulent le bien du quartier et prennent des initiatives* » comme a témoigné une des habitantes du quartier.

Dans le cadre du projet, l'AJUB a réussi à réunir les différentes communautés lors de séances de discussion et d'une cérémonie de cohésion sociale, ainsi qu'une fête autour d'échanges de dons pour l'occasion du carême. Les membres d'AJUB constatent que « *même dans les zones chaudes il n'y a pas eu de problème [lors des élections]* » et relie cela aux séances de discussion organisées. Ils rapportent aussi les mots des parents « *c'était à nous de dire aux jeunes de changer, mais là c'est les enfants qui nous disent ça* ».

L'AJUB a également en partie pu réduire les tensions existant avec le président de la jeunesse du quartier (appelé « le Gouverneur ») et son bureau, qui étaient perçus comme monopolisant l'attention, faisant de la rétention d'information, centralisant les fonds, refusant d'interagir avec les autres jeunes et bénéficiant de favoritisme de la part de la mairie. Les jeunes ont ainsi gagné l'appui des aînés sociaux et notamment des guides religieux qui auraient dit : « *ce que le Gouverneur n'avait pas pu faire, les jeunes l'ont fait sans moyen.* »

³³ FGD jeunes de la communauté de Bocabo

JUD, Jeunesse Unie pour le Développement

L'initiative est née principalement dans le quartier de Doukouré avec l'objectif de rapprocher les quartiers de Doukouré et Yao Sehi. Dans le cadre du projet, la JUD a organisé des discussions en groupe autour des violences vécues dans les quartiers lors et depuis la crise électorale, et sur l'état de la cohésion actuelle. L'initiative a réussi à avoir une participation assez large et diverse, incluant des personnes des deux quartiers, ce qui est déjà un résultat en soi. Un des jeunes ayant participé à ces focus a d'ailleurs rapporté « *ce qui m'a marqué moi c'est voir toutes ces catégories différentes qui échangeaient ensemble* ». Un des aînés sociaux a témoigné « *pour moi la jeunesse a fait un travail formidable. Ces échanges ont culminé en une activité de cohésion sociale autour d'un match de foot.* » [où les habitants de Doukouré et Yao Sehi étaient mélangés]

YIPE, Young Ivoirians Promoters of English

L'initiative s'est créée il y a plusieurs années autour de la volonté de promouvoir l'usage de l'anglais et organisant des débats sur des thèmes sociaux dans les écoles. Suite au projet l'initiative semble en tant que groupe avoir bien assimilé un certain nombre d'enseignements et les mettre en pratique : par exemple grâce à la RAP désormais l'initiative demande d'abord aux élèves de quels sujets ils aimeraient débattre, au lieu de choisir et imposer eux le thème du débat. Aussi, le président de l'organisation qui occupait une place importante car charismatique, a pris un peu de recul dans le cadre de ce projet, afin que d'autres membres soient en première ligne.

Autre élément, l'organisation a décidé de travailler sur la problématique des fake news suite à l'incident qui a eu lieu autour de l'installation du centre de dépistage Covid dans le quartier Toit Rouge. Le matériel de ce centre a été détruit par les habitants du quartier juste après son installation. Le manque de communication de la part des autorités a laissé la place à la circulation de fausses informations au sein de la population qui a eu peur que ce matériel ait été amené pour lui nuire. Au vu de ces dégâts, YIPE a décidé d'éveiller les consciences sur les effets catastrophiques de fake news, et a proposé de former des jeunes pour la mise en place d'une brigade d'identification et vérification des fake news. Plusieurs personnes consultées rapportent que ce travail de prévention des fake news aurait effectivement contribué à ce que dans le quartier Toit Rouge, en comparaison à d'autres, le cas bien connu de la fausse vidéo montrant des Haoussas qui battaient des Ivoiriens et qui a provoqué des attaques et violences contre les Haoussas dans tout le pays, n'ait justement pas eu d'effet car la nouvelle a été démenti rapidement.

Une anecdote au sujet de YIPE est la relation qu'ils ont réussi à créer avec un petit restaurateur du coin, qui était initialement très méfiant voir hostile envers eux, ne comprenant pas la démarche de discussion sur la violence et qui les a chassés à plusieurs reprises. A force de patience, persévérance et écoute, ils ont pu en faire un des leurs, ce qui fait que son kiosque est devenu un endroit ami où les messages de paix circulent, les fausses informations sont démenties et les annonces des activités sont communiquées.

Tchele Woye

Une des structures les plus anciennes parmi les initiatives soutenues, construite autour de la figure charismatique de la présidente fondatrice. L'organisation a recruté des nouveaux membres pour

répondre au critère de (très) jeune âge afin de participer au projet YPS. Les résultats sont remarquables : de très jeunes filles ont fortement accru leurs compétences en gestion de projet et RAP et ainsi solidement renforcé leur confiance en elles et leur capacité à interagir en public. Elles semblent très dynamiques, intéressées à apprendre et engagées.

Les membres qui ont participé aux formations avec Indigo ont d'ailleurs organisé des partages de ce qu'elles avaient appris notamment en lien avec la RAP en faveur de jeunes avec qui elles ont travaillé lors de l'organisation des discussions en groupe sur le thème de la violence (politique). Ces mêmes jeunes se sont fait positivement remarquer car lors des tentatives de violences contre les Haoussas suite à la fausse vidéo, ils se sont mobilisés afin de tenter de prévenir et protéger les Haoussas de leur quartier de potentielles violences. Le travail de discussion en groupe semble avoir aussi contribué à réduire les tensions dans le quartier de Niangon Academie après les violences l'ayant secoué autour des élections de 2021.

Un autre des signes que l'organisation s'est bien appropriée des enseignements reçus est que la présidente, aussi mentor dans la cadre du projet, s'efforce de prendre du recul et de déléguer. Elle confirme avoir été elle-même convaincue « *qu'il y a de la bonne graine dans la jeunesse* ». L'organisation a aussi bien adapté les enseignements de la RAP et de la gestion de projet à ses autres projets : elle consulte mieux et davantage l'ensemble des parties prenantes, assure davantage de suivi, etc.

Enfin une autre anecdote est celle d'un habitant voisin du bureau de Tchêlê Woyê, Eric le coiffeur, qui au début était critique et réticent sur le fait que des jeunes filles travaillent sur des questions de violence politique, mais a fini par être convaincu de leur capacité et désormais c'est lui qui se manifeste toujours pour savoir si de nouvelles activités sont prévues et s'il peut participer.

Femme Progrès

Ancienne organisation de Yopougon, elle traverse un moment délicat où la structure est assez faible par rapport au passé. C'est aussi une organisation qui a peu de jeunes en son sein et a donc cherché à en « recruter » expressément pour participer au projet. Malheureusement les 5 identifiés et impliqués au début n'ont par la suite plus été disponibles, ce qui a eu de fortes conséquences sur la capacité de l'organisation à réaliser ce qui était convenu et à s'approprier des apprentissages transmis. Récemment un jeune homme semble avoir repris les choses en main et notamment l'engagement de travailler sur la question de la consommation de drogue et son lien avec l'insécurité et la violence dans le quartier de Mamie Faitai. Femme Progrès a facilité plusieurs discussions en groupe sur ces thèmes. Les difficultés lors de ces échanges ont été nombreuses au vu du caractère délicat du sujet, et la réticence à parler était forte. Un agent de Femme Progrès a rapporté les propos d'une des participantes au second focus group : celle-ci aurait dit « *Ici si tu parles tu meurs* ». Mais avec persévérance, l'utilisation des méthodes de RAP et l'assistance d'Indigo la méfiance a pu être dépassée peu à peu. Le plan d'action développé est encore en cours de mise en œuvre au vu du retard accumulé. Mais il faut aussi reconnaître que le thème choisi et l'objectif visé n'étaient pas faciles : coacher 5 jeunes à risque de « tomber dans la consommation de drogue » et les aider à se réinsérer socialement et professionnellement.

AFEECOCI, 'Association des Femmes Emancipées Epouses de Conducteurs

Il s'agit d'une jeune structure de Yopougon, qui est entrée dans le projet « YPS en pratique » dans la deuxième partie de celui-ci, c'est-à-dire qu'elle n'a pas été identifiée et soutenue par Interpeace et Indigo dès le début comme les autres sept, mais qu'elle a été identifiée et soutenue ensuite (comme ASIE), après avoir été choisie par le MEPAS pour être (brièvement) accompagnée dans son travail pour la cohésion sociale et la réduction des risques de violence politique. L'organisation est née pour améliorer le comportement, l'image et les conditions de vie des conducteurs. Le secteur du transport, dont font partie les conducteurs, est souvent indexé en Côte d'Ivoire pour être facilement mobilisé lors de violences en période électorale. L'AFEECOCI travaille surtout par activités de sensibilisation vis-à-vis des conducteurs sur leur lieux de travail, parking et attente (les stations en général). Elles ont appris à mieux organiser et réaliser ces activités, elles savent mieux faciliter les discussions, dans un milieu difficile et parfois hostile. Elles sont ainsi devenues plus efficaces et plus crédibles, et ont même fait des sensibilisations itinérantes dans les quartiers de résidence des conducteurs lors des élections d'octobre 2020 invitant chacun à aller voter mais à ensuite rester chez soi. Une rencontre avec des conducteurs de Yopougon a confirmé qu'« *elles font un travail de fourmis. Même le président du patronat a dit que c'est extraordinaire.* » et « *leur action nous a apporté surtout pour ces élections (...) c'est pas le politicien qui te nuit qui va t'aider, il faut te chercher dans le travail* »³⁴

Une anecdote rapportée était celle d'un des présidents de station qui, initialement très sceptique à voir des femmes venir parler de paix, se serait par la suite félicité avec elles et aurait insisté pour payer les frais de transport des femmes qui s'étaient déplacées pour parler, reconnaissant ainsi l'intérêt et l'utilité de leur démarche.

ASIE, African Stop Immigration by Entrepreneuriat

Jeune structure active à Abobo, elle a été créée sur l'initiative d'une personne qui a renoncé à son projet de partir clandestinement pour l'Europe lorsqu'il a su que deux des trois amis avec lesquels il aurait dû voyager mais qui sont partis avant lui étaient mort en chemin sous les yeux d'un troisième ami. Un groupe de personnes s'est constitué et circule dans les écoles et universités afin de sensibiliser sur les risques du voyage et sur les possibilités de vivre aussi en Côte d'Ivoire. Le sujet est très difficile et houleux car les candidats à l'émigration en CI sont très nombreux dans la dernière décennie. L'organisation semble tout de même réussir à susciter un certain intérêt autour de ses activités et de ce sujet. Le court partenariat avec Indigo lui a permis de professionnaliser son intervention, en ciblant, consultant et impliquant des acteurs clés sur la question de l'immigration, tels que des anciens immigrés de retour au pays et des familles d'immigrés ou de candidats à l'immigration. Un des résultats du travail réalisé est une meilleure conscience de la problématique de l'immigration clandestine et des responsabilités des divers acteurs impliqués. Deux personnes ont témoigné que l'existence de l'organisation, à travers les discussions organisées, les informations reçues, le support moral et l'encouragement, ont été clés dans leur décision, pour l'instant, de chercher à construire leur vie ici sans partir ailleurs.

³⁴ FGD Conducteurs proches d'AFEECOCI à Yopougon.

5. Durabilité

DURABILITE
<ol style="list-style-type: none"> 1. Est-ce que le projet a contribué à des changements durables ? 2. La collaboration entre initiatives des jeunes leaders va-t-elle vraisemblablement perdurer après le départ du projet ? 3. Les jeunes leaders vont-ils continuer à utiliser les enseignements et mécanismes du projet (notamment le MEPAS) pour améliorer la cohésion sociale dans leurs quartiers ? Si oui, comment ? Le projet a-t-il recherché et réussi à trouver des effets catalytiques, programmatiques ou financiers ?

L'appréciation de la durabilité, encore plus que celle de l'impact, est difficile à réaliser lorsque le projet a tout juste pris fin, et devrait être effectuée, pour avoir du sens, deux ans après la fin du projet. Ne peuvent donc être analysés que les indices et les facteurs potentiels de durabilité.

En ce qui concerne les **compétences acquises individuellement**, qu'elles soient autour de la gestion de projet ou de la RAP, il est certain qu'elles vont perdurer et être utilisées dans le futur dans divers domaines. Il est plus difficile de savoir dans quelle mesure ces apprentissages et donc changements de façon de faire ont également été assimilés au **niveau des organisations**, au-delà des personnes qui ont directement participé aux formations et au processus d'accompagnement d'Indigo. Les organisations YIPE et Tchele Woye ont donné l'impression d'avoir davantage réalisé d'efforts afin de partager en interne, voir même avec des non-membres participants à des activités, les éléments clés de ce qu'ils avaient appris, notamment avec la RAP : comment faciliter, comment écouter, comment mettre en confiance, consulter tout le monde, être patient et neutre, etc.... Pour les autres initiatives cela est apparu moins évident.

La transmission de ce qui a été appris par les 5 membres des initiatives formées peut encore être effectuée afin de renforcer l'appropriation organisationnelle, et d'ainsi prévenir les effets négatifs en cas de départ des cinq personnes initialement formées. Un encouragement et un soutien technique de la part du MEPAS (dans le sens un soutien des initiatives entre elles), des Mentors, voire d'Indigo pourrait accroître les chances de cette appropriation et donc de la durabilité des changements.

La **collaboration entre les initiatives** a des chances de perdurer, car des relations interpersonnelles fortes se sont créées. Les initiatives ont réalisé un parcours ensemble, partagent des expériences et des apprentissages, ont collaboré, se sont entraïdées et ont été utiles les unes aux autres. Cette valeur ajoutée a été observée, vécue et appréciée. Les jeunes filles de Tchele Woye sont une fois venues en aide à YIPE lorsque l'organisation a eu besoin de soutien pour faciliter des discussions en groupe. De même lors de l'organisation d'un match de foot par la JUD à Yao Sehi, une membre de Tchele Woye leur a donné des conseils en termes de gestion financière et suivi de l'activité.

La question de la **pérennisation du MEPAS** (composé de 2 délégués par initiative ainsi que de délégués des mentors et d'Indigo) pose avant tout la question de l'utilité de son maintien. Le

MEPAS en soi avait une utilité de création de lien et d'occasion de collaboration entre les initiatives, de mutualisation des compétences, et d'apprentissage par une sorte de jeu de rôle du travail de la perspective d'un bailleur qui analyse des projets, donne des feed backs, les finance, les suit. Les membres du MEPAS ont manifesté la volonté de faire perdurer la structure pour la maintenir après la fin du projet. La question qu'ils doivent clarifier entre eux est : quel serait l'objectif et le rôle du MEPAS post projet YPS ? Quelle forme servirait le mieux cet objectif ? Certains membres sembleraient intéressés à sa formalisation, mais est-ce une démarche réellement pertinente ?

6. Cohérence

COHÉRENCE
<p>1. Quelle est la cohérence de ce projet avec le PACoP et la programmation globale d'Interpeace et Indigo en Côte d'Ivoire ? Comment le programme s'est-il construit sur et a interagi avec le PACoP?</p>
<p>2. Comment le projet a-t-il interagi et collaboré avec les autres projets financés par le PBF ou autres bailleurs sur les thèmes de la prévention de la violence et du rôle des jeunes ?</p>

Comme cela a déjà été mentionné ci-dessus le projet « YPS en pratique » est pleinement en ligne avec le PACOP, dans la mesure où ses objectifs et ses stratégies le servent (cf partie pertinence). Interpeace et Indigo en Côte d'Ivoire sont aussi globalement engagées pour la paix et la cohésion sociale ainsi que le renforcement de l'engagement citoyen local sous différentes formes. Les deux organisations ont déjà travaillé dans les communes d'Abobo et Yopougon, notamment avec les jeunes/enfants appelés microbes. D'autres projets sur des thèmes proches sont en cours, y compris à Abidjan, sur : la violence dans le milieu étudiant, et la violence politique dans certaines communes et la mise en place de cadres de collaboration. Il est clair que les approches d'Interpeace et Indigo sont cohérentes, variées mais aussi bien ciblées.

Le niveau de collaboration interne entre les projets mis en œuvre par les deux organisations est aléatoire. Lors de l'évaluation, des participants aux activités de projets mettant en place des cadres de collaboration dans les mêmes communes étaient présents, mais n'étaient pas systématiquement au courant de l'existence ou des activités des autres projets, bien que ceux-ci soient proche en termes de thématiques affrontées. Il est toutefois clair que, à moins qu'il y ait une collaboration pratique et avec une utilité claire et immédiate sur terrain, il est difficile que les participants aux différents projets soient pleinement au courant de ce que les autres projets réalisent.

Le PBF convie des réunions hebdomadaires entre tous les projets qu'il finance, et Interpeace a participé activement à celles-ci. Ces réunions servent surtout à assurer un suivi de l'avancement des projets PBF, mais le PBF considère aussi qu'à travers elles il se met à disposition pour soutenir les projets en cas de difficultés rencontrées. Selon le PBF ces rencontres hebdomadaires pourraient aussi être une occasion pour les organisations de développer davantage de collaborations entre elles. L'équipe du PBF en Côte d'Ivoire qui était impliquée dans le suivi de ce projet semble être engagée, dynamique et prête à soutenir les projets dans certaines démarches où ils peuvent avoir une valeur ajoutée. Cela a par exemple été le cas lorsque le PBF a aidé Interpeace à maximiser

ser les chances d’obtenir une forte participation (notamment des invités du côté étatique) lors de la présentation du Livre blanc le 7 septembre 2021.

7. Questions transversales

QUESTIONS TRANSVERSALES & DROITS FONDAMENTAUX

1. Quelle a été l’efficacité des efforts déployés par le projet pour intégrer la dimension du genre et de l’âge dans la stratégie du projet ? Plus spécifiquement : Dans quelle mesure et avec quel succès le projet a-t-il promu la participation et l’autonomisation des femmes et des moins de 25 ans ? Dans quelle mesure le regard des plus de 35 ans a-t-il changé sur les moins de 35 ans ? Dans quelle mesure le regard des hommes/garçons a-t-il changé sur les femmes/filles ? Dans quelle mesure les femmes, les moins de 25 ans et les moins de 35 ans ont changé leur regard sur eux-mêmes ?
2. Dans quelle mesure les personnes aux conditions de vie précaires, les populations autochtones et non-autochtones (ou perçues comme telles), les personnes avec un handicap, les femmes et d’autres groupes défavorisés ou marginalisés ont-elles bénéficié des interventions du projet ?
3. Dans quelle mesure le projet a-t-il adhéré aux principes du “*Do no Harm*” et fait appel à la sensibilité aux conflits lors de sa mise en œuvre ?

Intégration des dimensions âge et genre

Le projet était centré sur le renforcement du rôle des jeunes et des femmes en tant qu’acteurs communautaires de paix et de réels efforts ont été menés dans ce sens. La présence active de femmes et de jeunes, dans le sens moins de 35 ans voire parfois de très jeunes, moins de 25 ans, était un des critères essentiels lors de la cartographie et de la sélection des initiatives existantes. Les organisations AJFA, Femme Progrès, Tchele Woye et AFEECOCI sont des organisations féminines. Les organisations AJFA, YIPE, ASIE et GCCI réunissent des très jeunes, et toutes les organisations sont principalement ou fortement composées de jeunes.

Également, au sein de chaque organisation des dynamiques d’inclusivité ont été développées, afin que le pouvoir au sein des organisations se dépersonnalise, s’ouvre, et intègre des femmes et des jeunes, y compris des très jeunes. Par exemple les membres de YIPE ont raconté que pour la mise en œuvre du projet avec Indigo, après des réflexions et échanges, le président de leur initiative a décidé de se retirer afin de laisser plus de place aux autres membres dans la réalisation de ce projet. En effet un des membres de YIPE qui a été très actif dans le cadre de ce partenariat explique : « *Le président s’est retiré du projet de Toit Rouge, car quand il est là on le laisse faire³⁵. Ça a été une très belle expérience car celles qui parlaient pas elles se sont mises à parler.* »

Comme cela a été rapporté dans les parties précédentes le renforcement des capacités des femmes et des plus jeunes est évident, que ce soit dans leurs capacités d’analyse, d’initiative, que dans celles d’aller vers les autres, d’oser parler et faire parler. Ces apprentissages et ces nouvelles compétences

³⁵ Afin d’expliquer le sens de la citation : le président de YIPE avait un leadership très fort qui écrasait les autres. « On le laisse faire » signifie que comme lui agissait et parlait bien, les autres le laissaient faire et ne s’impliquaient pas. Ce président s’est retiré du projet pour émanciper les membres de l’association.

incluent une confiance en soi accrue, qui se consolide au fur et à mesure que des actions sont réalisées et démontrent, en premier lieu à soi-même, qu'en effet qu'on est « capable de ».

Le renforcement de leurs capacités étant évidente et se traduisant à travers des nouvelles compétences et de nouveaux comportements, cela a effectivement produit un changement de regard des autres (des hommes sur les femmes ; des moinsjeunes sur les jeunes), comme cela a été déjà été explicité, par exemple avec des membres de AJFA, AFEECOCI et Tchele Woye qui sont félicitées par des hommes pour le travail entrepris, ou bien GCCI, AJUB et JUD qui gagnent une certaine reconnaissance de la part des certains ainés sociaux auparavant hostiles.

Cela enclenche un cercle vertueux, où les capacités renforcées améliorent la qualité de ce qui est réalisé, ce qui est remarqué par les membres de la population qui apprécient donc davantage le travail produit, ce qui augmente à la fois la confiance en soi des acteurs que la légitimité qui leur est reconnue par les autres membres de la communauté. Si tous ces effets doivent être reconnus, il est aussi important de relativiser leur importance en termes de volume, dans la mesure où sur 35 membres des initiatives formés, il s'agit probablement de 50 à 70% d'entre eux pour lesquels un clair renforcement de capacités est observable.

Inclusion des groupes défavorisés ou marginalisés

Le focus du projet était le renforcement du rôle des jeunes et des femmes en tant qu'acteurs de paix, cohésion sociale et prévention de la violence. Ces deux catégories en elles-mêmes sont marginalisées dans la mesure où elles sont habituellement exclues des sphères de pouvoir et de décision. De plus le choix des communes d'Abobo et Yopougon et la sélection des initiatives partenaires, étaient des pas ultérieurs vers des groupes défavorisés dans la mesure où souvent les membres de initiatives et les communautés qui les entourent sont d'un niveau socio-économique modeste.

Do no harm

Les précautions prises par le projet afin d'éviter de nuire au nom du respect du principe de « do no harm » sont diverses. Globalement l'adoption d'une approche bottom-up, qui n'est donc pas imposée et copiée collée par le haut mais proposée et construite avec les parties prenantes est déjà une garantie essentielle d'agir en tenant compte du contexte, des réalités et des sensibilités locales.

L'enseignement de l'approche et de la méthodologie RAP en soi sont aussi des outils de « do no harm » dans le sens où la méthode RAP met toutes les parties concernées au centre de la démarche ce qui réduit les risques de mener des actions déplacées ou nuisibles pour certaines d'entre elles.

Le fait de commencer par une cartographie large des acteurs, pour ensuite sélectionner un nombre plus réduit d'initiatives sur base d'un nombre de critères discutés et justifiés est une démarche qui vise à garantir dans la mesure du possible de travailler avec les acteurs pertinents. De plus le choix de travailler avec un nombre relativement élevé d'initiatives diverses entre elles (en termes de quartier d'action, de composition ethnico-économico-politico sociale, de domaines d'action) est un facteur supplémentaire d'inclusivité et d'impartialité.

L'inclusion des mentors, étant des personnalités reconnues localement, ayant un rôle d'accompagnateurs et conseillers des initiatives, était également un outil contribuant à garantir le respect du « do no harm » car ils peuvent aider les initiatives à avoir une bonne connaissance du contexte et à en tenir compte.

Enfin, le choix d'éviter de travailler avec des acteurs trop politiques ou trop politisés, est aussi une stratégie de prudence qui a été prise, en partie à cause du contexte préélectoral de 2020, afin de contourner le risque de manipulation ou de récupération pour des intérêts partisans. . En effet dans la conception originelle du projet, l'idée était de toucher des acteurs de violence. Vu la sensibilité du terrain en période pré-électorale, l'équipe a décidé qu'il était plus opportun d'engager des jeunes peu politisé ou peu engagés dans les violence mais avec un engagement citoyen fort. En engageant des acteurs de violence ou fortement politisé (ou manipulés) en période électorale, l'équipe avait peur d'engager des spoilers et d'arriver à peu de résultats, ou de voir associer son action à une groupe et donc de perdre en neutralité. L'équipe a aussi vu peu de disponibilité et de volonté de changement parmi ces acteurs et a donc préféré choisir des jeunes leaders avec un plus fort potentiel d'engagement citoyen. C'est donc suite à un réflexion stratégique pour assurer la réussite du projet et le do no harm que ces acteurs de violence politique directe n'ont pas été choisis.

IV. Évaluation globale

De façon générale l'évaluation a permis de mettre en avant une **ingénierie de projet originale, recherchée, spécifique et courageuse**. La sélection des communes et des quartiers a été faite après avoir bien étudié chacun d'entre eux et avoir décidé d'aller aussi dans les quartiers les plus sensibles. La sélection des initiatives démontre la même volonté de relever les défis, dans la mesure où il aurait été certainement plus simple de travailler avec 3 ou 4 organisations plus établies et plus expérimentées, mais cela n'aurait pas permis une atteinte aussi forte des jeunes de la communauté. De même le caractère fondamentalement communautaire et bénévole des initiatives devrait être facteur de durabilité des effets du projet, dans la mesure où les acteurs qui ont été renforcés existaient indépendamment de celui-ci et vont continuer à agir à la fin de celui-ci. La démarche d'associer à chaque formation théorique, la RAP ou la gestion de projet, aussi une mise en pratique réelle requiert davantage d'efforts, de logistique, d'organisation, de suivi, mais garantit davantage un réel apprentissage et une réelle appropriation des participants. L'identification et la sollicitation des mentors a aussi été une idée brillante pour plusieurs raisons. Ce rôle garantissait un lien clé entre les membres des initiatives, les communautés, y compris les aînés sociaux et les leaders des quartiers dans lesquelles les initiatives sont actives. Ils assuraient une présence en termes de conseils disponibles précieux pour les initiatives, créant ainsi un lien qui a des chances, en tous les cas pour certains d'entre eux, de se maintenir au-delà du projet. La démarche a été constructive et enrichissante pour les mentors eux-mêmes qui ont beaucoup appris de par leur participation aux formations d'Indigo et la collaboration avec les autres mentors et initiatives. Comme l'a dit l'un d'eux « *J'ai reçu plus que ce que j'ai donné* ».

Au début de l'évaluation, l'évaluatrice était sceptique sur la faible **corrélation qu'elle percevait entre les activités mises en œuvre par les initiatives et l'objectif de prévenir la violence politique** car elle trouvait que le lien direct avec la violence politique était bien trop faible. Il est clair que le projet n'a touché ni les leaders des partis politiques, ni de façon directe les présidents des jeunes qui pourtant ont un lien avec les partis politiques, ni les jeunes ayant été impliqués en première personne dans des violence politiques. Cela est en partie explicable par des choix stratégiques sur base de l'observation du contexte en afin de respecter le principe de « do no harm ».

Or afin de prévenir la violence politique, il est indispensable de travailler avec ces acteurs. L'impression était donc que le terme de violence politique n'avait pas sa place dans les objectifs du

projet, mais que pour davantage de précision et de réalisme, l'expression de « prévention de la violence politique » aurait dû être remplacée par « amélioration de la cohésion sociale ». Cela était aussi dû au fait que les dynamiques de violence politique résultent d'un nombre important de facteurs divers et complexes, tels que la corruption, le favoritisme, le clientélisme, et le népotisme au sein de l'Etat, et les difficiles conditions socio-économiques pour lancer les petits business et activités génératrices de revenus, et que réduire la violence politique sans travailler à ces causes profondes est illusoire. Toutefois trois considérations ont par la suite nuancé cette impression : 1) l'implication des acteurs susmentionnée peut être réalisée par d'autres projets contribuant au même objectif ; 2) améliorer la cohésion sociale contribue effectivement à réduire la violence politique, dans la mesure où une mauvaise cohésion sociale est une parmi les causes facilitant la manipulation à des fins politiques, et qu'au contraire une bonne cohésion sociale renforce la résistances des membres d'une communauté contre ces mêmes tentatives de manipulation (cf partie sur l'impact) ; 3)le projet incluait la réalisation d'une RAP sur la violence politique, il a permis à différents acteurs de mieux comprendre les dynamiques de celles-ci et de faire apparaître les manipulations, accroissant ainsi la résistance face aux tentatives de mobilisation autour de la violence politique.

Pour conclure et en reprenant les objectifs de l'évaluation, celle-ci a pu apprécier les contributions du projet dans différents domaines. D'une part la plupart des jeunes ciblés ont de façon certaine et consistante accru leurs capacités à être acteur de paix en les rendant plus efficaces pour travailler à la cohésion sociale. Il est plus difficile de se prononcer actuellement sur la capacité des jeunes non ciblés à ne pas être mobilisés pour la violence politique, car l'effet est plus lointain et plus réduit. L'effet par exemple du projet sur les membres des initiatives n'ayant pas participé directement aux formations est aléatoire et difficile à certifier, dépendant d'une initiative à l'autre. L'effet en termes d'amélioration de la cohésion sociale et prévention politique a également été étudié : l'effet est présent en termes de contribution pour la cohésion sociale, car plusieurs activités ont donné l'occasion aux communautés de se fréquenter, se connaître et d'échanger sur des difficultés, passées et présentes.

L'évaluation a également confirmé que le projet a travaillé et produit des effets sur l'autonomisation des femmes et des jeunes, dans le sens où il accru leurs capacités à être acteurs de paix et de développement au sein de leur communauté.

La question de l'effet du projet au moment de la réalisation de cette évaluation sur la prise en charge de l'agenda YPS par les décideurs est plus incertaine. Deux facteurs majeurs sont apparus : l'intérêt politique (au niveau national et communal) pour une majeure implication des jeunes dans les questions de paix et sécurité et pour une prévention de la violence politique, qui était considéré comme acquis par la théorie de changement du projet, n'apparaît en réalité pas si évident. Le second facteur est la stratégie d'engagement politique et d'implication active des autorités de la part d'Interpeace et Indigo qui pourrait être améliorée.

V. Défis

Plusieurs défis doivent être signalés et considérés.

1. Il semble **manquer un réel intérêt et engagement politique effectif et actif** de la part de l'Etat et des autorités, au-delà des simples déclarations d'intention. Le ministère en charge de la promotion de la jeunesse a bien signé le document de projet initial, mais il a ensuite connu en son sein plusieurs changements de personnel qui ont influencé son niveau de maîtrise du sujet. Les autorités, qu'elles soient nationales ou communales, n'ont pas vraiment participé à la mise en œuvre du projet, sauf de façon ad hoc lorsqu'elles ont été invitées à certaines activités, souvent des activités de présentation de résultats. Le niveau communal, bien que sollicité à différentes reprises, n'a pas été réactif aux demandes de participation, que celles-ci proviennent d'Indigo ou des initiatives.
2. **La stratégie d'engagement politique** du projet a aussi présenté des faiblesses, probablement en ne réalisant pas dès le début les efforts qui seraient nécessaires pour réellement engager les autorités dans le projet. L'implication doit être construite progressivement et dès le début du projet. Le projet a manqué de portes d'entrées ou de personnes de contact au sein des communes. Les initiatives elles-mêmes semblent être fortement déçues par rapport à l'intérêt réel des autorités, à la fiabilité de leurs propos, et à la réalité de leur engagement à rester en contact avec elles après le projet. L'une d'elles a partagé son constat : « *La mairie c'est des discours des politiciens, ils font écrire à Indigo qu'ils veulent travailler avec nous mais c'est faux, ils vont venir nous voir que pendant les élections.* »³⁶
3. La **mobilisation des aînés sociaux au niveau local** a parfois été difficile pour les initiatives voir dans certains cas même pour les mentors et aurait pu nécessiter, in extremis, une aide de la part d'Indigo.
4. **L'appropriation au sein des initiatives** au-delà des 5 membres par initiative qui ont été formés a probablement été relativement faible, et surtout a trop été laissée au hasard, ou plutôt à la bonne volonté de chaque initiative. Or l'étape de la restitution est clé si on veut élargir l'assiette d'impact. Pour ce faire le principal levier d'action pour Indigo et Interpeace serait de s'engager davantage dans le système de restitutions afin d'en assurer la tenue et la qualité.
5. La volonté des membres du **MEPAS** de maintenir une collaboration entre eux et entre leurs diverses initiatives est louable et à encourager. Toutefois l'idée de formaliser l'existence du MEPAS en créant une super structure comporte en soi au moins autant de risques que d'avantages. Bien que cette décision relève entièrement de la responsabilité de ses membres et donc hors de la portée d'Interpeace et d'Indigo, et bien que ces derniers aient déjà travaillé à des réflexions sur ce sujet avec le MEPAS, un dernier échange pourrait être organisé à ce sujet, impliquant aussi les mentors voir des membres des initiatives non membres du MEPAS mais au courant de la dynamique. Mieux cerner l'utilité attendue du MEPAS par les initiatives devrait aider à mieux pouvoir envisager sa fonction, son organisation et sa forme.

³⁶ FGD Initiative xxx

6. Les **raisons de fond de la violence politique** demeurent : corruption, népotisme, clientélisme et favoritisme justifiant une forte méfiance de la population envers l'Etat et les autorités. Un environnement socio-économique peu favorable au développement de petites activités génératrices de revenus permettant tout de mêmes aux détenteurs d'avoir des conditions de vies satisfaisantes/meilleures.

VI. Bonne pratiques, leçons apprises et pistes de réflexions

1. Bonnes pratiques

1. Le projet démontre, au cas où cela devait encore l'être, que l'accompagnement des acteurs, dans ce cas-ci les jeunes et les femmes, à la création et la mise en œuvre de leur propre projet, est une des approches les plus efficaces pour renforcer le rôle de ces acteurs dans leur communauté. Les outiller, renforcer leurs capacités, les suivre et les soutenir dans une démarche qui leur appartient et dont ils sont maîtres permet que le processus d'apprentissage pour « devenir leader/acteur positif » dans la communauté soit plus rapide/plus approprié, plus réaliste, par rapport à une approche qui ne considérerait ces jeunes que comme des receveurs, des bénéficiaires de ce qui vient de l'extérieur.
2. L'idée que **les jeunes et les femmes ont un rôle à jouer** dans la consolidation de la paix et de la sécurité et que pour renforcer ce rôle la première chose à faire est d'accroître les compétences de ces groupes pour qu'ils agissent eux même directement a démontré son bienfondé. Rendre les jeunes et les femmes acteurs et leur donner le pouvoir fonctionne.
3. Le choix de cibler **des initiatives préexistantes, de niveau communautaire (micro) et fonctionnant sans appui externe** est très pertinent au vu de l'objectif de renforcer de façon durable l'engagement citoyen des acteurs locaux (pour la paix, la cohésion sociale, contre la violence politique, etc.). Evidemment ce choix demande d'adapter les stratégies d'engagement de ces acteurs, et notamment la façon d'organiser le renforcement de capacités, ce qu'Indigo a bien su faire, mais sans l'avoir réellement prévu à l'avance.
4. Cela a porté ses fruits, d'autant plus au vu du public cible, d'associer à chaque fois **l'apprentissage théorique à la mise en pratique**, que ce soit pour la RAP et pour la gestion de projet. Cette approche a permis de transmettre des messages et des faire comprendre des approches relativement complexes à des groupes cibles peu habitués à ce genre de formations et de concept.
5. L'utilisation des **support photos et vidéo**, des médias et des réseaux sociaux, que ce soit par Interpeace, Indigo ou les initiatives elles-mêmes a été appréciée. Les formations à l'utilisation de ces supports en faveur des initiatives ont porté leurs fruits et semblent être une stratégie adaptée à les faire connaître davantage.
6. L'idée de la figure du **mentor**, comme conseiller des initiatives et comme figure de lien entre l'initiative, la communauté, les aînés et les leaders, a démontré son bien-fondé. Parmi les sept mentors, la plupart ont été identifiés car ils avaient des qualités et compétences utiles pour le projet et les initiatives. En revanche d'autres ont été intégrés davantage au titre d'une stratégie d'inclusion d'un potentiel spoiler qui aurait par son action pu endommager ou freiner la mise en œuvre du projet. S'il est correct que les deux figures doivent être prises en compte et rendent nécessaire une stratégie d'action, la question se pose si dans ces deux cas différents la même stratégie peut être adoptée. Il est vrai que

de potentiels spoilers peuvent se transformer en acteurs favorables au projet, mais cela n'est pas toujours le cas. Dans de tels cas cela peut alors aboutir à des situations étranges ou plusieurs personnes, toutes mentors, ont des rôles différents dans le projet ce qui peut se révéler incompréhensible voire décourageant pour certains d'entre eux qui ne connaissent pas les raisons de ces différences, i.e. les mentors choisis pour leur influence positive. Figure du mentor à garder donc, mais la question de la stratégie à adopter vis-à-vis des acteurs à influence négative devrait être repensée.

2. Leçons apprises et pistes de réflexion

1. La mise en place du **MEPAS** comme groupe d'échange et coordination entre les initiatives est à garder. En revanche la tendance à vouloir rapidement créer une super structure MEPAS et la formaliser n'apparaît pas justifiable pour une telle fonction MEPAS, voir contre-productive. Cela a apparemment déjà été soulevé par Indigo auprès du MEPAS, mais une répétition voire avec l'inclusion des mentors n'apparaît pas inutile.
2. Le thème du **rôle de l'argent et de son influence sur les esprits** est apparu à plusieurs reprises dans le cadre du projet, sur des questions de détail mais qui démontrent la nécessité d'y réfléchir. Première anecdote, le MEPAS n'avait pas de lieu prévu pour ses réunions donc celles-ci ont été hébergées par Indigo. Cela part d'un très bon esprit. Toutefois il semblerait que le fait de voir le bureau d'Indigo (qui aurait été perçu comme signe d'aisance financière) a tranché dans les esprits des membres avec leur habitude de voir les agents sur terrain, et aurait eu pour effet sur eux de leur faire dire « ah Indigo sait comment récupérer l'argent des ONG etc ». Seconde anecdote, une petite somme était prévue au titre de dédommagement transport pour les membres du MEPAS. Or cela n'était apparemment pas connu auparavant par l'équipe d'Indigo, qui a été subitement pressée de donner l'entièreté de cette somme sous forme d'enveloppe à la fin du projet aux membres du MEPAS. Cette situation serait apparue indélicate, et en décalage avec un souci habituel de limiter la monétisation des relations. Ces anecdotes sont rapportées uniquement car il apparaît que cette question de monétisation des relations, bien qu'Indigo la gère très probablement bien mieux que la plupart des acteurs de développement, reste encore à réfléchir, afin de trouver un équilibre entre la volonté de soutenir un engagement citoyen (non monétisé) et la réalité de la situation socio-économique des participants donnant de leurs temps gratuitement en lieu et place d'une activité génératrice de revenus.
3. La question de **l'engagement effectif des autorités** doit absolument être reprise en main. L'engagement politique est souvent un des axes et objectifs clés des projet d'Interpeace, y compris celui-ci. Cela est certes pertinent et cohérent en soi, dans la mesure où rien ne peut être durable, ni répliquable si les autorités sont absentes. Toutefois les objectifs visés en termes d'engagement politique sont souvent très, voir trop, ambitieux. Il est donc probablement nécessaire de revoir tout cet axe en tenant compte des éléments suivants : travailler à l'engagement politique est réellement indispensable ; celui-ci ne peut pas être considéré comme acquis car souvent cela n'est pas du tout le cas ; l'engagement politique doit être sollicité et exigé du début à la fin du projet, voir même surtout en amont du projet par les bailleurs ; il faut trouver des personnes de contact au sein des ministères, mairies, etc (« des portes d'entrées » dans le langage du projet) qui puissent servir de référence sur le long terme.

VII. Recommandations pour l'amélioration

Etat ivoirien, autorités locales et nationales

1. Accroître son engagement au quotidien dans la mise en œuvre des projets. Nommer des personnes au sein des ministères et des communes qui soient points focaux pour le projet, garantissent leur participation au nom de l'Etat, mettent en œuvre les engagements pris, suivent l'avancement des travaux et assurent une communication fluide entre les hautes autorités (Ministre, maire etc) et l'équipe du projet.

Bailleur

2. Accroître l'effort de sollicitation et suivi de l'engagement concret et quotidien de l'Etat en faveur de l'implication des jeunes dans la consolidation de la paix et de la sécurité.
3. Réfléchir à des mécanismes concrets et pratiques permettant de suivre la réalisation des engagements de la part de l'Etat.
4. Encourager une mise en œuvre de projets qui favorise un rôle central des acteurs nationaux : ONG nationales et initiatives communautaires.

Interpeace et Indigo

5. Porter à la discussion avec le PBF et les autres bailleurs la question de l'engagement politique réel et concret au plus haut niveau et définir des stratégies communes et spécifiques afin de stimuler cet engagement.
6. Développer dès le début de la mise en œuvre du projet une stratégie solide d'engagement politique, incluant une participation active et régulière de la part des autorités locales.
7. Cibler précisément les autorités et les acteurs devant être sollicités : au sein des mairies, au sein des quartiers, au sein des associations/fédérations des jeunes.
8. Maintenir la figure du mentor, mais considérer l'adoption d'une stratégie spécifique vis-à-vis des mentors à influence négative.
9. Renforcer les capacités des Organisations dans la réalisation de restitutions et en assurer un suivi. « Comment organiser une bonne séance de restitution » pourrait être la dernière séance des formations, et les premières séances de formations pourraient être suivies afin de faire un coaching qualité.
10. Prévoir davantage de temps d'accompagnement des initiatives, et notamment pour le développement et la mise en œuvre de plans d'action spécifiques.
11. S'efforcer de planifier les calendriers des activités bien en avance, surtout les grandes activités impliquant la disponibilité de nombreux acteurs (mentors et initiatives), afin de maximiser les chances de participation. Communiquer rapidement ce calendrier aux acteurs concernés.
12. Réfléchir encore davantage et prendre les précautions nécessaires sur la question du facteurs argent et de son influence sur les esprits, afin d'en réduire les effets négatifs.
13. (Indigo) Soutenir lorsque nécessaire le travail d'engagement des aînés sociaux confié aux acteurs locaux (initiatives, mentors).

Annexes :

1. Termes de référence de l'évaluation
2. Liste des documents évalués
3. Liste des personnes interrogées
4. Matrice d'évaluation pour la prise en compte de l'âge et du genre
5. Trois études de cas